

E L O G E

DE JEAN-BAPTISTE

C O L B E R T ,

D I S C O U R S

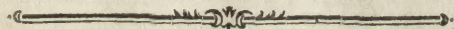
QUI A REMPORTÉ LE PRIX
de l'Académie Française, en 1773.

*Est modus in rebus sunt certi denique fines,
Quos ultra citràque nequit consistere rectum.*



A P A R I S ,

Chez J. B. BRUNET, Imprimeur - Libraire
de l'Académie Française.



M D C C L X X I I I .

ELIOT

DEAR HARTLEY

30 L E M

DISCOUNT

OUR A RIMONTE LETTER

of the same

to the same

to the same

to the same

to the same

to the same

to the same

MDCCLXII

L'ACADEMIE, en proposant l'Eloge de Colbert pour sujet du Prix d'Eloquence, n'ignoroit pas que les principes de ce Ministre trouvent aujourd'hui des contradicteurs. Sans vouloir prendre aucun parti dans une dispute qui est étrangère aux objets dont elle s'occupe, elle a cru devoir donner le Prix à celui des Concurrans qui lui a paru défendre les principes de Colbert avec le plus d'esprit & d'éloquence. Elle a d'ailleurs déclaré plusieurs fois qu'en couronnant les Ouvrages qui par leurs beautés lui paroissent dignes du Prix, elle ne prétend en adopter ni toutes les idées, ni toutes les expressions.

L'Auteur du Discours qui a remporté le Prix, ne s'est point encore fait connoître.

L'Académie, suivant son usage, n'a porté aucun jugement sur les Notes qui sont jointes au Discours.

Elle a donné le premier *Accessit* au Discours qui a pour Devise :

COLBERT, c'est sur tes pas que l'heureuse Abondance,

Fille de tes travaux, vint enrichir la France, &c.

Et le second *Accessit* au Discours qui a pour Devise :

Tibi nunc narraturo vitam defuncti hominis, veniâ opus fuit, &c.



TABLE

O U

DIVISION DE CE DISCOURS.

DANS LA PREMIERE PARTIE :

ON trace l'arrivée de COLBERT au Ministère des Finances , & l'on fixe l'attention sur l'importance de cette Place , & sur les hautes qualités qu'elle exige , comme un premier moyen de rendre hommage à celui qui l'a si bien remplie , pag. 8.

DANS LA SECONDE :

On montre l'état des Affaires à l'entrée de COLBERT dans le Ministère , & les succès de ses premiers travaux , pag. 21.

DANS LA TROISIEME :

On cherche les principes de COLBERT sur l'économie politique, & on les compare à sa conduite , pag. 27

DANS LA QUATRIEME :

On parle de ses soins pour la Marine, les Arts, les Sciences & les Lettres, de sa mort & de l'injustice de ses Contemporains , pag. 57





ELOGE

DE JEAN-BAPTISTE COLBERT.



UE j'aime à voir une Société, distinguée par ses talens & par sa renommée, rappeler à sa Nation le souvenir de ses grands Hommes,

exciter l'Univers à les célébrer, marquer cette solennité par un jour de triomphe, & faire retentir autour de leur tombeau les cris de la louange & de l'admiration !

C'étoit avec impatience que les François attendoient qu'on proclamât le nom de COLBERT, & que la barrière fût ouverte à ses admirateurs ; il leur tarδοit de publier sa gloire, & de manifester à l'envi leur amour & leur reconnaissance.

Mais il est des hommes qu'il est plus aisé de célébrer , que de bien louer ; qui n'ayant parlé au monde que par leurs actions , semblent avoir dédaigné de lui confier la chaîne de leurs pensées. Qu'il seroit présomptueux de vouloir la former ! qu'il seroit téméraire de prétendre suivre ces grands Hommes dans leurs vastes mouvemens , & d'oser associer son intelligence à leur génie !

Mais si nous ne pouvons pas atteindre à la hauteur des desseins de COLBERT , nous connoissons ses bienfaits : ils prêteront un langage à notre reconnoissance.

P R E M I E R E P A R T I E .

Suivons-le quelques instans dans les premiers pas de sa vie. C'est le privilège de ses pareils de jeter de l'intérêt jusques sur leur berceau , & d'entraîner sur leurs traces , dès qu'ils se montrent dans la carrière.

Laissons ces serviteurs de la vanité des hommes , les Généalogistes , faire des recherches sur la famille de COLB. RT. Quelque fameux qu'eussent été ses ancêtres , il les illustreroit par l'éclat de sa gloire , & les regards du monde s'arrêteroient à lui.

COLBERT eut de bonne heure le sentiment de ses forces. Dans l'âge où le tumulte des sens distrahit des grandes pensées , & où les plaisirs de la jeunesse , en rassemblant sur nous toute notre attention , semblent borner l'univers à notre individu , COLBERT s'occupoit d'être utile à la société. Il préparoit , par l'instruction , de l'aliment à son génie , & il voyageoit pour approfondir les objets de l'économie politique qui exerçoient déjà sa méditation.

Mazarin fut le premier qui aperçut COLBERT , & qui s'empara de ses talens. Mazarin , né ambitieux , mais à qui la nature avoit refusé ces grandes qualités , qui subjuguent l'opinion & entraînent la voix publique , avoit porté toute son intelligence vers l'étude des hommes , se flattant de suppléer , par une connoissance déliée des caractères , à l'impuissance où il étoit de soumettre les esprits par de grandes choses.

COLBERT réunissoit des qualités précieuses pour ceux qui gouvernent. Intelligent & laborieux , il pouvoit servir la gloire du Ministre ; discret & modeste , il la lui laissoit sans partage.

COLBERT fut admis de bonne heure aux secrets de l'administration. Il n'en abusa point ; il ne fit jamais une vaine parade de son crédit.

Une réserve profonde , une discrétion impénétrable , distinguèrent ses plus jeunes ans. Ces qualités à cet âge appartiennent presque toujours à un grand caractère ; elles ne font point encore l'effet de la défiance , ce malheureux présent des années. Dans ces beaux jours de la vie , où le cœur du jeune homme croit trouver par-tout l'honneur & la fidélité , quand il retient son secret , quand il refuse de satisfaire à la vaine curiosité , c'est par l'effet d'un noble sentiment , c'est parce qu'il croit avoir en lui-même d'autres moyens pour séduire , d'autres forces pour dominer.

A vingt-neuf ans , COLBERT fut nommé Conseiller d'Etat ; & Mazarin , après l'avoir éprouvé pendant sa vie , lui rendit , en mourant , un hommage éclatant. Dans ce moment terrible , où l'éternité qui s'ouvre à nos yeux étouffe nos passions , & nous presse de dévouer un dernier instant à la justice & à la vérité , Mazarin adressa ces paroles à Louis XIV : *Sire , je vous dois tout , mais je crois m'acquitter en partie , en vous donnant* COLBERT : témoignage honorable & vérité touchante ! Oui , Monarques du monde , le plus beau don , le seul que l'on puisse vous faire , c'est un homme capable de comprendre les devoirs du Trô-

ne , & digne de les partager. Souvent vous le cherchez en vain ; souvent , fier de lui-même , il se dérobe à vos yeux. L'austérité de la vertu , le noble orgueil du génie , éloignent quelquefois des sentiers de la Cour. Il est une sorte de caractères qui ne veulent rien devoir qu'à leur propre grandeur , & qui méprisent les honneurs qu'il faut obtenir par l'adresse.

Mais Louis aimoit les grands Hommes & les recherchoit. Son ame fière & superbe ne pouvoit ni s'en étonner ni les méconnoître. Il sentit le mérite de COLBERT ; passionné pour la gloire , il l'environna de son amour & de sa faveur , & il le défendit contre les pièges de l'envie & les attaques de la haine.

A la mort de Mazarin , Fouquet gouvernoit les Finances. Noble , généreux & facile , il administroit la fortune de l'Etat , comme il conduisoit la sienne. Mais l'aimable abandon d'une ame sensible , qui suffit au charme de la vie privée , n'est pas la vertu d'un homme public : & telle est peut-être la condition malheureuse des grandes places ; c'est qu'en même temps qu'une ame ardente & passionnée est l'unique source des belles actions , il faut dans un homme d'Etat que les premiers mouvemens de cette ame se tournent contre lui-même , en tempérant l'é-

nergie de ses sentimens habituels , en le séparant, en quelque manière , de ses affections pour le livrer tout entier à cet objet profond d'amour & de méditation , l'ordre & le bien public ; dure épreuve pour un homme sensible , qui se voit contraint d'échanger les jouissances d'un cœur libre d'aimer ou de haïr , contre la servitude du devoir , & la satisfaction raisonnée qui naît de l'accomplissement de ses lois.

Fouquet étoit bien loin de cette force d'ame. La foiblesse de son caractère rendit ses talens inutiles ; il sentit bientôt le fardeau du Ministère , & crut s'en soulager , en détournant les yeux des devoirs qu'il impose , marche ordinaire des hommes médiocres , qui ne pouvant atteindre à la hauteur d'une grande place , la rabaisent à leur niveau , & se contentent d'en faire un instrument de leurs goûts & de leurs passions.

Fouquet , caressé par les Courtisans , chéri de ses amis , se reposoit sur leur zèle ; mais le désordre étoit à son comble. L'administration de Mazarin & de longues négligences avoient accumulé les abus ; la voix lente , mais puissante du malheur des Peuples se faisoit entendre , & les Finances bouleversées demandoient un Restaurateur.

Ce petit nombre d'hommes , qui regardent & qui jugent , & dont l'opinion fait le mouvement public , avoient les yeux fixés sur COLBERT : Louis n'hésita point à lui confier l'administration générale des Finances du Royaume.

Quel emploi ! quels devoirs ! Si , comme nous l'avons estimé dans notre orgueil , l'homme est l'image de Dieu sur la terre , celui qui peut avec plus de motifs prétendre à cet auguste titre , c'est , après le Monarque , l'Administrateur des Finances d'un grand Etat. Comme le maître du monde , il doit gouverner sans effort & sans paroître ; ainsi que l'Etre suprême fait servir le mouvement à l'harmonie de l'univers ; il doit diriger les passions vers la force & la félicité publiques. C'est lui qui doit rassembler en sa pensée les droits de l'homme & ceux d'une Nation , ce qu'il faut à l'un pour son bonheur , ce que l'autre exige pour sa défense ; c'est lui qui doit être le médiateur entre l'intérêt personnel qui se refuse à l'impôt , & les besoins de la Société qui le réclament. On peut le dire : dans la constitution actuelle des Sociétés , c'est à l'administration des Finances que toutes les parties du Gouvernement se rapportent & s'enchaînent ; c'est elle qui doit indiquer à la Marine & à la Guerre la portion de richesses qu'on

peut consacrer à la force ; c'est elle qui doit enseigner à la Politique le langage qui sera d'accord avec la puissance ; c'est elle enfin qui enveloppe dans ses soins les intérêts de tout un Peuple : car c'est par une juste mesure & une intelligente application des impôts , qu'ils accompagnent l'industrie , sans la combattre , & que le travail s'unit au bonheur ; & c'est par une sage distribution des dépenses , que le tribut du citoyen remplit sa destination , & lui retourne en accroissement de sûreté , d'ordre & de tranquillité.

O quelle éminente & redoutable fonction que celle où l'on peut se dire : tous les sentimens de mon cœur , tous les mouvemens de ma pensée , tous les instans de ma vie , peuvent nuire ou servir au bonheur de vingt millions d'hommes , & préparer la ruine ou la prospérité de la race future !

Mais plus ces fonctions sont grandes , plus les qualités qu'elles exigent sont étendues. Parcourons-les un instant , si nous le pouvons , avant de parler de l'administration de COLBERT. Nous connoissons ce qu'il étoit , en cherchant ce qu'il devoit être. Pour faire admirer un grand Ministre , quelque supérieur qu'il soit , il faut encore user d'adresse avec la foiblesse &

la malice humaine ; il faut peut-être présenter ses qualités séparées de son nom & de la personne : car les plus grandes perfections cessent de nous étonner , quand nous les contemplons dans un homme : le rapport physique que nous nous sentons avec lui , détruit notre respect , & nous ne croyons point à la grandeur de ce qui nous ressemble (*).

En méditant sur les qualités nécessaires à un Administrateur des Finances , voici les premières réflexions qui se présentent à mon esprit.

La sensibilité lui donne le désir d'être utile aux hommes : la vertu lui en fait un devoir : le génie lui en ouvre les moyens : le caractère les met en usage ; & la connoissance des hommes adapte ces moyens à leurs passions & à leurs faiblesses.

La sensibilité qu'on lui demande n'est pas cette sensibilité commune , qui s'agite à l'aspect d'un misérable , & qui se calme en détournant la vue , mais une sensibilité vaste , durable &

(*) L'orgueil que nos qualités nous inspirent ne nous engage pas toujours à honorer ces mêmes qualités dans les autres ; notre orgueil est , en quelque manière , individuel ; il ne tient qu'à un sentiment de propriété , mais faibles & timides au fond de notre cœur , nous avons rarement l'orgueil de notre espèce.

profonde , capable de l'unir au bonheur de tout un Peuple , qui présente à ses yeux le pauvre obscur au fond d'une Province , qui lui fait entendre ses cris , qui lui montre ses larmes , qui , dans l'immensité d'un grand Royaume , anéantit les distances qui le séparent des malheureux , & range autour de lui , par la pensée , tous ceux auxquels il peut faire du bien.

La vertu nécessaire à un Administrateur des Finances , n'est fixée par aucune borne : à chaque instant le bien public lui demande le sacrifice de son intérêt , de ses affections , & même de sa gloire. Il faut qu'il soit poursuivi par cette pensée , que la bienfaisance d'un homme d'Etat est une justice inébranlable , que cette justice fait le bonheur d'un Peuple , & la faveur celui d'un seul homme ; il faut qu'il soit entraîné vers ces principes , ou par un heureux instinct , ou par une méditation profonde sur les lois de la Société , ou par un mouvement plus grand , plus rapide & plus impétueux , par l'idée d'un Dieu qui tient entre ses mains les premiers anneaux de cette vaste chaîne , qui nous a permis d'entrevoir l'harmonie de l'univers , & qui dans cet exemple magnifique nous donnant une idée de l'ordre , nous excite à l'observer , par l'ardent désir de lui plaire.

Les facultés de l'esprit qui doivent former le génie de l'Administrateur sont tellement étendues & diversifiées , qu'elles semblent , pour ainsi dire, hors de la domination de la langue.

Il faut , pour s'en faire une idée , réunir l'étendue à la profondeur , la facilité à l'exactitude , la rapidité à la justesse , la sagacité à la force , l'immenfité à la mesure.

Aussi , devant l'esprit d'administration , tous les autres disparoissent. L'esprit de société se borne à considérer les objets successivement , sous différentes faces , & par des rapports ingénieux , mais prochains. Il faut que cet esprit ne présente que des combinaisons simples , afin qu'elles soient proportionnées à l'attention d'un instant qui doit les appercevoir. L'esprit d'administration est bien d'une autre trempe ; les objets qu'il doit enchaîner , les rapports qu'il doit saisir , sont à grande distance ; c'est à l'hommage des Nations & des siècles qu'il doit prétendre , & c'est à l'étendue de leurs lumières qu'il doit proportionner ses combinaisons. Aussi , l'homme doué de cet esprit , peut avoir presque seul la conscience de ses forces ; il ne peut conduire les autres jusques aux bornes de ce qu'il voit , & sa grandeur est une grandeur inconnue : souvent du moins le secret n'en est

confié qu'à la fuccellion des âges. Le Temps & la Pofterité , ce font-là les feuls Juges.

L'efprit de méditation , à qui nous devons tant de découvertes dans les fciences & dans la morale , ne peut pas non plus nous donner une idée du génie de l'Administrateur. Cet efprit s'étend fort loin , fans doute , & les bornes ne font pas connues ; mais il s'avance pas à pas : c'eft de chaînons en chaînons qu'il atteint à la vérité. Le génie d'adminiftration ne marche point ainfi : il faut qu'il embraffe à la fois tous les objets de fon attention ; il faut qu'il découvre , d'un feul regard , le but & les moyens , les rapports & les contrariétés , les reffources & les obftacles ; il faut , pour ainfi dire , que l'univers fe déploye devant lui. Il eft quelques principes qui s'enchaînent , mais ils fléchiffent à l'application : les circonftances , le temps , tout les modifie. C'eft le coup d'œil , donné par la nature , qui en fixe la mefure ; & pour ce coup d'œil , il n'eft point de leçons , il n'eft point de lois écrites ; elles naiffent & meurent dans l'ame des grands Hommes.

Un Administrateur des Finances , doué des heureufes qualités dont nous venons de parler , foumet à fon intelligence tous les objets de fon attention. Mais la puiffance de l'homme , bor-

nées par la nature , le met dans la nécessité d'avoir recours à ses semblables pour l'exécution de ses desseins. Si les hommes sont les instrumens de sa pensée , il doit les connoître , & les discerner. Confondus par des formes semblables , ils trompent facilement la médiocrité qui les prend & les emploie au hazard , ou qui ne les distingue que par des masses frappantes , & par les instructions tardives de l'expérience. Mais chaque jour est précieux à l'homme chargé du bonheur des Peuples ; il ne lui est pas permis de n'être éclairé que par ses fautes. Il faut donc qu'il ait ce tact aussi fin que rapide ; ce talent de connoître les hommes , & de les distinguer par des nuances fugitives , plus subtiles que l'expression ; cet art de surprendre leur caractère , lorsqu'ils parlent & lorsqu'ils écoutent ; cette promptitude à les saisir jusques dans leur hypocrisie & dans leur dissimulation , & lorsqu'ils cherchent à lui plaire , & lorsqu'ils veulent le tromper. Habile sur-tout à distinguer ce qu'ils font de ce qu'ils croient être , il n'est point surpris par leur opinion. L'homme se connoît rarement ; s'il est borné dans ses moyens , il l'est aussi dans sa vue , & cette proportion lui donne de l'audace ; il s'avance avec confiance. L'Administrateur éclairé le juge , &

le met à sa place; il n'exige de lui ni ce qu'il offre, ni ce qu'il promet, mais ce qu'on peut en attendre.

Mais toutes les grandes qualités dont nous venons de parler feroient encore insuffisantes, sans celle qui donne la vie à toutes les autres, & qu'il me reste à nommer; c'est le caractère.

J'entends, par le caractère, cette puissance de l'ame, cette force inconnue, qui semble unir, par une flamme invisible, le mouvement à la volonté, & la volonté à la pensée. Différent de l'esprit, qui s'accroît par l'instruction, & qui s'enrichit par les idées des autres, le caractère ne doit sa force qu'à la nature; il ne se prend ni ne s'inspire; il ne se donne ni ne se communique. C'est par lui cependant que la vertu est active, & que le génie est bienfaisant. Oui, c'est le caractère qui traduit les hautes pensées en grandes actions, par la constance dans le vouloir, & la fermeté dans les desseins. C'est par lui que l'homme s'élève, & qu'il atteint à sa véritable grandeur, au pouvoir d'agir & de faire, de poursuivre & d'exécuter, de résister & de vaincre.

Que tous ces hommes médiocres qui désirent avec tant d'ardeur que cette place soit vacan-

te, & qui se présentent avec tant de confiance pour la remplir, se soulèvent un moment, & mesurent des yeux ces immenses proportions qui doivent former un grand Administrateur, & qu'ils se regardent ensuite : nouveaux Phaëtons, qui se disputent le char du soleil pour embraser le monde, au lieu de l'éclairer.

Mais ici s'élève une clameur qui me ramène à mon sujet. Quel homme, demande-t-on, peut atteindre à ces perfections, quel homme en approcha jamais ? COLBERT.

SECONDE PARTIE.

Depuis la mort de Sully, qui avoit montré ce que peuvent la vertu, l'esprit juste, & la fermeté dans l'administration des Finances, cette partie essentielle du Gouvernement avoit été continuellement négligée. Richelieu, entièrement occupé d'affermir l'autorité Royale, & d'étendre au dehors la puissance de son Maître, n'avoit pas appliqué son génie à cet important objet : la minorité de Louis XIV, les guerres de la Fronde, l'esprit & le caractère de Mazarin, avoient porté le désordre à son comble.

On recevoit fans règle, & l'on dépensoit fans mesure. A tous les besoins ordinaires, se joignoit, dans un temps de factions, le prix des devoirs dont on demandoit le sacrifice; il falloit suppléer, par l'affoiblissement des caractères, au défaut de vigueur dans l'administration : il falloit entraîner, par des intérêts particuliers, ceux qu'on ne pouvoit contenir par l'ordre public, & rabaisser par la corruption ceux qu'on ne pouvoit plus dominer par des vertus. Au milieu des efforts de la foiblesse, le Ministre, incertain de sa place, sacrifioit la force future aux ressources d'un instant. Chaque subalterne, suivant cet exemple, cherchoit à profiter des circonstances; & les Financiers, que leur éducation n'avoit pas encore mêlé dans la société, incertains d'obtenir de la considération, n'écoutoient que leur cupidité; ils achetoient le crédit, & le crédit les défendoit. Dans ce désordre, où toute pensée profonde pèse à l'administrateur, parce qu'elle l'arrête trop long-tems sur ses fautes ou sur sa foiblesse, on n'avoit aucune prévoyance. A mesure qu'on apercevoit de nouveaux besoins, on établissoit de nouveaux impôts; on les négocioit aux Traitans, & les yeux fixés sur l'argent qu'on recevoit, on détour-

noit son attention de l'avenir. L'aveuglement étoit si grand , qu'à mesure que les impôts s'accroissoient , la recette du Trésor Royal étoit diminuée : étrange position , qui annonçoit à la fois & l'ignorance des Administrateurs , & la ruine du Royaume !

Tel étoit l'état des affaires , lorsque COLBERT fut chargé des Finances. Il opposa d'abord son caractère & son esprit d'ordre à cette espèce de brigandage. Il défendit sans relâche la chose publique contre l'intérêt particulier , la Société contre l'individu , & l'avenir contre le présent. Il ordonna des règles si simples de comptabilité , & il en poursuivit l'observation avec tant de sévérité , que les plus grands abus ne tardèrent pas à disparaître.

Sous Mazarin , on suppléoit à l'insuffisance des moyens réels par des promesses qu'on ne pouvoit pas remplir. COLBERT , avant de s'engager , approfondissoit ses ressources. La majesté de la vérité est présente au cœur d'un grand Homme , & l'Administrateur politique en connoît l'importance ; il fait que lorsqu'une promesse devient une action réelle par la confiance , les richesses d'un Etat s'augmentent , parce qu'il ne faut plus autant de monnoies pour faire fonctions de gages entre les hom-

mes ; & la portion d'argent qui n'est plus nécessaire à cet usage , s'applique à des emplois féconds , & devient par la reproduction une source de nouveaux bien.

COLBERT persuadé que les impôts n'ont pour but que le bonheur & la défense de la Société , n'eut garde d'enrichir les Caisses Royales aux dépens de la richesse publique. Il considéroit le bonheur & l'amour des Peuples comme un trésor assuré , & il se plaisoit à en faire le dépôt de ses ressources.

Il examina les divers impôts qui subsistoient : il les modifia , & les diminua considérablement ; mais il le fit avec tant de justice & de sagacité , qu'en dégageant l'Industrie , le Commerce & l'Agriculture des poids immenses qui arrêtoient leur mouvement , la recette du Prince fut augmentée.

Un autre obstacle à la circulation venoit du grand nombre de péages qu'on avoit établis ; la France en étoit couverte ; leur multiplicité tenoit des pièges à l'innocence , & présentoit des tentations continuelles à la cupidité vigilante. Cet arrangement parut à COLBERT également nuisible aux Finances & préjudiciable aux mœurs. La communication étoit gênée , le Commerce embarrassé ; & dans le même temps, ces appâts con-

tinuels excitoient les Marchands à la fraude , & dépravoient le génie du Commerce , dont la bafe est la bonne foi. Toute la Nation même , rebutée par ces exactions continuelles , perdoit de vue la sage & respectable origine des tributs ; elle cessoit de les envisager comme le juste concours que les membres d'une Société doivent à son maintien & à sa défense : triste effet d'une administration inconsiderée , qui fait des droits du Prince un objet de haine , & convertit en ennemis ceux qui les recueillent en son nom !

COLBERT tempéra ces abus , en abolissant la plus grande partie de ces péages , & conservant les Douanes aux entrées du Royaume , qui , en même temps qu'elles font un objet de revenu , servent à contrebalancer les lois prohibitives des autres Nations , & à défendre les produits de l'Industrie Françoisse contre la concurrence étrangère.

Il ressentit vivement les oppositions constantes de quelques Provinces , qui mirent obstacle à la perfection de ses desseins. Ces utiles arrangemens sont consacrés dans un Edit célèbre (*). Le préambule est noble & touchant. COLBERT fit presque toujours parler Louis XIV en père plutôt qu'en

(*) De Septembre 1664.

Roi , parce qu'il l'estimoit encore plus grand par ses bienfaits que par sa puissance.

En même temps que ce Ministre établissoit un ordre rigoureux dans les recettes , il examinoit avec scrupule toutes les parties des dépenses. Celles qui étoient inutiles au bien de la Société , lui paroissoient une distribution injuste ; il combattoit contr'elles ; il ne vouloit conserver que les dépenses qui assuroient la paix , l'ordre & la défense du Royaume. Il n'eut ni cette petite économie qui décourage les talens , ni cette prodigalité qui excite les vices.

Il est vrai cependant qu'il ne fut point indifférent à l'éclat de la Cour & à la pompe du Trône : sans doute qu'il la croyoit nécessaire pour dominer cette multitude , qui ne juge que par les sens , & pour attirer au Souverain ce respect rapide qui fait partie de sa force ; mais il veilla toujours comme un gardien fidelle sur cette foule d'abus & d'intérêts personnels qui viennent se ranger entre le but & les moyens , qui s'attachent aux distractions de l'Administrateur , qui se fortifient dans le trouble , & s'accroissent dans le désordre ; comme on voit ces monstres de mer suivre un vaisseau dans sa route , profiter de la négligence des matelots , & attendre avec avidité que les tempêtes & les orages leur livrent de nouvelles proies.

Par ces divers arrangemens, COLBERT n'avoit encore déployé que la justesse de son esprit & la fermeté de son caractère. Il fit connoître son génie en s'occupant des objets qui constituent la richesse & la puissance d'un Etat.

C'est à lui que nous devons les premières lumières sur cet important objet. Les Ecrivains sont venus ensuite ; ils ont mis en système ce qu'il avoit indiqué par sa conduite, & quelquefois ils ne l'ont pas nommé ; car telle est, s'il m'est permis de le dire, l'insolence de la parole, qu'excitée & conduite par les actions d'un grand Homme, elle méconnoît son guide, & lui refuse le partage de la gloire qu'elle réclame & des honneurs qu'elle reçoit. Sans doute il eut besoin d'élever ses reflexions vers les premiers principes de la Société, pour ne point s'égarer dans sa route. Essayons de les appercevoir ; marchons à la lumière de ses actions ; que leur éclat nous guide, &, s'il se peut, nous approche de sa pensée.

TROISIEME PARTIE.

Augmenter la force publique sans nuire au bonheur des particuliers, voilà peut-être le but de l'administration des Finances.

Ce but est grand, sans doute, mais il est diffi-

cile à remplir ; car les moyens qui constituent la puissance de la Société, contrarient souvent le bonheur de ses membres : l'une demande des sacrifices , l'autre ne veut que des jouissances.

L'Administrateur tempère ces oppositions , sans pouvoir les détruire , & ses succès sont annoncés par l'accroissement de la population : car elle naît du bonheur , & c'est elle qui produit la force .

C'est à la faveur d'une aisance générale , que les hommes se multiplient ; & c'est par le respect du Souverain pour leurs libertés & leurs propriétés , qu'ils s'attachent à la Société qui les a vu naître , qu'ils la servent ; qu'ils la défendent , & qu'ils lui rendent , dans leur force , ce qu'ils ont reçu d'elle dans leur foiblesse.

Les besoins continuels de l'homme , qui ne peuvent être satisfaits que par la fécondité renaissante de la terre , nous ont appris de bonne heure que la base essentielle de la population étoit l'Agriculture ; elle en feroit même l'unique source dans une Société où les biens de la terre seroient recueillis en commun , & partagés également. Mais par l'effet des lois de la propriété , il est encore d'autres circonstances qui concourent à l'accroissement de la population d'un Etat ; car un propriétaire , après avoir nourri ceux qui ont cultivé sa terre , & après avoir payé les impôts à la

Société, demeure possesseur d'une somme considérable de subsistances ; & l'homme ne donnant rien pour rien , cet amas de fruits , en ses mains , ne deviendra la nourriture de ses compatriotes , qu'autant que par leur travail & leur industrie, ils pourront lui présenter des échanges agréables & de nouvelles jouissances.

C'est ici qu'on découvre le service important que rendent les Métiers , les Arts & les Manufactures ; ils augmentent la population , en arrêtant sans contrainte les excédens de subsistances que les Propriétaires tiennent dans leurs mains , & dont ils ont le droit de disposer à leur gré .

Cependant si ces Manufactures n'étoient agréables qu'aux membres de la Société où elles existent , leur utilité seroit imparfaite ; car les propriétaires qui désireroient des productions d'un autre pays , consacreroient encore à les acquérir une partie des denrées de nécessité dont ils sont les maîtres : ce qui ne sera plus nécessaire , si ces Manufactures peuvent plaire aux Nations étrangères ; & deviennent un objet d'échange.

Mais les hommes , occupés des Arts , des Manufactures , & de la culture des Terres , livrant à cet objet toute leur attention , & ne vivant que de leur travail , ont besoin d'en recevoir le prix chaque jour , & ne peuvent pas se détourner

de leurs occupations pour chercher loin d'eux des acheteurs.

C'est ici que se présente la fonction des Négocians, & son importance. Leurs moyens, toujours prêts, répondent aux besoins journaliers de l'Industrie; & leur active intelligence, excitée par l'intérêt personnel, défend dans les échanges les productions nationales contre celles des étrangers. **Ardens Négociateurs**, ils les portent au bout de l'univers, & ils observent sans cesse & les lieux & les temps qui leur sont favorables.

Voilà donc l'Agriculture, les Manufactures & le Commerce qui semblent former une chaîne de bienfaits, & s'unir pour étendre la population & multiplier les jouissances. L'Agriculture fait naître les subsistances, les Manufactures les retiennent, les font servir en entier à la population nationale; & le Commerce par ses capitaux & son intelligence, favorise à la fois les produits de la Terre & ceux de l'Industrie.

Si ces principes étoient vrais, que deviendroient ces reproches contre COLBERT, si souvent répétées depuis quelque tems ?

Il a desservi, dit-on, l'Agriculture, en favorisant les Manufactures; il a pris les branches pour le tronc, & les effets pour les causes.

Certes, je ne croirai pas facilement à cette

erreur grossière de la part d'un grand Homme ; & j'appelle d'une sentence destructive de sa gloire. Instruits par ses actions, guidés par ses principes, nous venons d'appercevoir au contraire que la culture des Terres, les Manufactures & le Commerce, ne sont point des fonctions rivales, mais qu'elles s'entraident mutuellement & concourent au même but.

Jettons maintenant un coup d'œil rapide sur la manière dont COLBERT a favorisé ces trois sources importantes de la prospérité du Royaume.

L'Agriculture est la plus essentielle & la plus nécessaire. Aussi l'Administrateur éternel, en ordonnant à la terre de multiplier la semence dans son sein, & de déployer au tems des moissons ses nouvelles richesses, semble n'avoir voulu confier qu'à ses soins paternels & les sources de la vie, & la reproduction des biens qui l'entretiennent & la multiplient.

Cette heureuse fécondité devient un garant de l'Agriculture, par-tout où les passions des hommes ne s'opposent pas à son progrès.

Mais dans l'état de Société, les récoltes étant destinées à nourrir les Cultivateurs, à acquitter les impôts, à payer le prix des premières avances, & à procurer enfin des jouissances aux Propriétaires de la terre ; lorsqu'il n'y a pas une juste

proportion entre ces divers intérêts , l'Agriculture est négligée , & ses progrès sont retardés.

Ces différens rapports eussent été faciles à déterminer dans tous les temps , si les droits que le Cultivateur , le Prêteur & le Souverain exercent contre la propriété , eussent , toujours été satisfaits avec les fruits même de la terre.

Mais l'introduction des Monnoies , comme mesure de toutes les valeurs , a rendu les erreurs d'administration plus faciles , en faisant naître des disproportions plus ou moins permanentes dans les rapports dont nous venons de parler.

C'est donc sur ces différens objets , c'est sur ces proportions importantes que l'Administrateur , occupé de favoriser l'Agriculture , doit fixer continuellement ses regards ; & c'est encore la conduite de COLBERT qui nous l'enseigne. Il diminua considérablement les impôts sur les terres , & principalement les Tailles qui affectent les Cultivateurs les plus pauvres. Il tempéra la rigueur des saisies qu'elles occasionnent ; car il ne vouloit pas que le malheur fût puni par l'impuissance de le réparer. Convaincu que rien n'est plus insupportable à l'homme que le caprice des autorités subalternes , il voulut y soustraire cet impôt par des réglemens uniformes ; & il désira de le fixer d'une manière invariable , en le proportionnant

tionnant à la terre, par un cadastre général. On regrette que ces vues bienfaisantes n'aient pas été remplies. L'incertitude du cultivateur, sur le tribut qu'on lui demandera, devient un des plus grands maux de la vie ; il est sans cesse tourmenté ou par l'injustice qu'il éprouve, ou par celle qu'il soupçonne : heureux celui qui pourra le délivrer de cette peine renaissante, & qui lui permettra de révéler sans crainte & les faveurs du Ciel, & les succès de son industrie !

La plupart des grands chemins étoient impraticables : COLBERT apperçut leur importance, il les fit réparer, & il ordonna qu'on ouvrit de nouvelles routes. Ce n'est point lui qui imagina d'y subvenir par des corvées : impôt particulier sur la classe d'hommes qui auroit le plus besoin de soulagement ; impôt inégal en lui-même, parce qu'il se prélève en journées, & que le prix du temps varie selon les degrés d'industrie ; impôt qui blesse enfin, parce qu'il donne à l'homme l'apparence d'un esclave, en l'obligeant à payer en travail ce qu'il voudroit acquitter en argent, cette image de la propriété.

COLBERT étendit ses vues plus loin ; il sentit que des Canaux rendroient les communications plus faciles, & restitueroient à la culture des grains & à la population une partie de ces

nombreux arpens qu'il faut consacrer à la nourriture des animaux nécessaires aux transports par terre.

Aussi-tôt le superbe Canal de Languedoc est entrepris ; & par une route ouverte au milieu des terres de la France, l'Océan vient s'unir à la Méditerranée. En même temps on destine à d'autres Provinces de semblables bienfaits, & le Canal de Bourgogne est projeté.

Louable destination des impôts ! bel usage de la puissance ! elle unit les forces de la Société pour son propre bonheur, & pour celui des générations à venir.

Ces Chemins réparés, ces Canaux entrepris, furent sans doute un service important rendu à l'Agriculture.

Les emplois d'argent que la finance avoit offerts à la cupidité nationale, sous les précédens ministères, & la multitude de charges & de privilèges que des besoins continuels avoient fait naître, attiroient à Paris tout l'argent du Royaume ; COLBERT ne tarda pas à fermer ces nombreuses portes ouvertes à l'usure & à l'avarice ; il restreignit les prérogatives usurpées par les charges ; il abolit une multitude de privilèges établis par la faveur & par l'intrigue ; il diminua les profits des affaires de Finances, & les rendit plus rares ; il

fixa d'une manière positive les droits d'une quantité de créances publiques acquises abusivement, & qui se négocioient à des prix proportionnés; il assura le payement des intérêts avec tant de sagesse, qu'on ne demanda plus, en trafiquant ces créances, le prix du péril qu'on y croyoit attaché.

Tous ces arrangemens firent baisser rapidement le prix de l'argent. Les Capitalistes, las d'attendre inutilement des placemens usuraires, dirigèrent une partie de leurs moyens vers le Commerce & vers les Campagnes, & les Propriétaires des terres trouvèrent du secours à des prix modérés. Ce fut sans doute un nouveau bienfait de COLBERT envers l'Agriculture.

Enfin, en étendant & ranimant, comme il le fit, la Marine, la Pêche, le Commerce, les Colonies, les Arts & les Manufactures, il présentoit à la terre de nouveaux hommes à nourrir, & aux Propriétaires de nouveaux objets de jouissance & d'émulation.

Voilà pourtant ce qu'a fait pour l'Agriculture ce COLBERT, accusé d'en avoir ignoré l'importance. Mais, dit-on, il n'a pas permis dans tous les temps la sortie des bleds, sans mesure & sans limite. Il n'a donc pas senti que la liberté est l'ame du Commerce; il n'a donc pas connu les

effets invincibles de la concurrence ; il n'a donc pas apperçu la puissance de l'intérêt personnel.

On ne croira point que ces principes fussent étrangers à COLBERT ; mais il les avoit observés avec cet esprit de sagesse , avec cette perception fine & sûre d'elle-même , traits distinctifs d'un homme supérieur.

Il avoit considéré ce qu'étoit la France au milieu de l'Europe. La fertilité variée de son sol , ses côtes baignées par la mer , la douceur de son climat , l'intelligente industrie de ses habitans , leur sensibilité douce & sociale , tout annonçoit un pays favorisé du Ciel , & qui pouvoit parvenir à la plus grande population. Mais l'ignorance des gouvernemens met souvent obstacle aux bienfaits de la nature. Nous voyons encore des Nations agricoles échanger leurs bleds , ce germe de nouveaux hommes , contre des travaux qu'elles pourroient encourager chez elles ; & sur un sol fertile , des Africains ignorans & barbares , ne connoissent encore d'autre emploi des hommes que le trafic infame de leur liberté ; car l'habitude la plus déraisonnable & la plus stupide , a souvent besoin d'être rompue par un Administrateur éclairé ; & tandis que l'homme , isolé par son intérêt , adapte ses projets à sa courte carrière , l'Administrateur , ce représentant d'une Société qui se

renouvelle sans cesse, apprend à la considérer comme une plante éternelle, & proportionne ses desseins & ses bienfaits à cette immense durée ; il ne crée pas une nouvelle nature, mais il lui tend la main , mais il presse les hommes de jouir de ses bienfaits.

Ce fut le mérite de COLBERT. Nous nourrissions de nos bleds les Etrangers , pour obtenir le travail de leurs mains. Nous nous servions d'eux pour nos pêches & pour nos transports maritimes. Nous augmentions leur population ; nous retardions la nôtre, & nous rendions nos jouissances moins nombreuses & plus difficiles.

COLBERT sentit que la Nation , par son industrie & par l'échange de ses denrées de luxe , pouvoit obtenir toutes les productions étrangères qui lui feroient agréables ; aussi-tôt il conçut le dessein de profiter de ces heureuses circonstances , & d'élever la France au plus haut degré de prospérité dont un pays soit susceptible. C'est celui où toutes ses terres sont cultivées , où , sans imposer de privations , sans contrarier le bonheur , tous les grains sont consommés par les membres de la Société , & où l'Industrie s'accroissant encore , procure par ses travaux des droits sur les subsistances des pays étrangers , & de nouveaux moyens d'augmenter la population.

COLBERT crut que pour parvenir à ce but, il suffisoit de développer l'Industrie Françoisse, & de reveiller les forces de sa Nation. Mais il eût échoué dans cette grande entreprise, si, en encourageant la population par de nouvelles Manufactures, si en attirant en France des Ouvriers de toute espèce, il eût négligé le soin de les nourrir, & n'eût pas observé les nouveaux rapports qui pouvoient s'élever entre la récolte & la consommation des grains.

Il eût fait cependant une grande faute, si, se livrant avec exagération à l'accomplissement de ses desseins, il eût défendu la sortie des bleds dans les temps d'abondance & de superflu. Mais COLBERT étoit bien éloigné de ces écarts des hommes ordinaires, qui, pressés de leur gloire, voudroient soumettre la nature à leur impatience & forcer la marche du temps. COLBERT se faisoit rendre compte du produit des récoltes dans les diverses Provinces ; il comparoit leur résultat aux besoins du Royaume ; sur ce rapport, il permettoit, modéroit ou défendoit l'exportation des grains ; & l'on voit que, sous son ministère, elle fut très-souvent permise (*).

(*) Il faisoit connoître, par un Edit, les intentions du Roi à cet égard.

On reproche à COLBERT de n'en avoir pas fixé les conditions par une Loi invariable & permanente. Mais peut-on présumer que ce Ministre qui avoit soumis tant d'objets d'administration à des réglemens durables, eût négligé de déterminer de même les conditions de la sortie des grains, s'il avoit cru que cette loi pût être faite avec sagesse ? Que l'homme, réduit par sa petitesse aux plaisirs de la vanité, veuille tout rapporter à ses décisions, qu'il se complaise dans l'image renaissante de son autorité, je n'en suis point surpris : il se distrait de sa médiocrité par la contemplation de son pouvoir ; mais un grand Homme cherche d'autres plaisirs : il aime à dominer les siècles à venir par une loi bienfaisante ; il y met sa grandeur, il y place sa gloire. Ainsi, n'en doutons point, si COLBERT annonçoit chaque année la volonté du Souverain sur l'exportation des grains, c'est qu'il ne croyoit pas qu'il y eût un moyen invariable d'en fixer les conditions avec sagesse ; c'est qu'il ne voyoit pas quel étoit le signe éternel qui pourroit annoncer sans méprise où commenceroit la sortie du nécessaire, où finiroit celle du superflu (*).

(*) Cependant, au milieu des Lois prohibitives, éta-

COLBERT ne savoit comment fixer ce point essentiel par une loi ; car il ne croyoit pas que le prix des grains pût le faire connoître , parce que le prix est le résultat d'une infinité de circonstances ; en même temps qu'il est réglé par l'abondance ou la rareté de la denrée , il est aussi gouverné par l'abondance ou la rareté de l'argent , par les variations dans l'intérêt , par les besoins plus ou moins pressans de nos voisins , par les erreurs & la cupidité des Marchands ; enfin il est des circonstances importantes que le prix ne peut pas exprimer , parce qu'elles sont ignorées des acheteurs & des vendeurs , & que l'administration seule peut les apercevoir. Telles sont des lois prohibitives concertées au dehors , qui vont priver la Nation des ressources auxquelles elle est habituée , & telles sont sur-tout les craintes d'une guerre qui troublera les communications , & qui dévastera les pays agricoles.

COLBERT avoit aussi réfléchi sur la puissance de la liberté du Commerce & sur celle de la concurrence ; ces deux grands mots auxquels on veut réduire aujourd'hui toute la science de

blies par d'autres Nations, cette condition seroit peut-être la seule à laquelle on pût soumettre, par une loi perpétuelle, l'exportation d'une denrée nécessaire à la vie.

l'administration des grains ; car , sans s'en apercevoir , on aime ces bienfaiteurs abstraits qui dispensent de l'admiration & de la reconnaissance.

COLBERT n'ignoroit pas sans doute que cette concurrence , à qui l'on accorde tant de pouvoir , rétablit tôt ou tard le niveau qu'elle a dérangé ; mais il favoit aussi qu'elle n'y parvient qu'au bout d'un temps donné : intervalle indifférent & presque imperceptible lorsqu'il s'applique à des marchandises de luxe ou de commodité , mais intervalle terrible lorsqu'il est question d'une denrée dont on ne peut pas supporter la privation pendant un jour ; où le doute seul est un danger , où l'inquiétude d'un moment peut agiter une Province , affoiblir les ressorts de la confiance , & produire de plus grands maux encore.

Méditant ensuite sur la liberté du Commerce , COLBERT avoit senti que rien ne pouvoit égaler l'activité de l'intérêt personnel ; soigneux d'ailleurs du bonheur des hommes , il n'avoit garde de les gêner inutilement , ni même pour un bien médiocre ; car il favoit qu'une erreur volontaire nous vaut plus de plaisir qu'une sagesse ordonnée ; mais il avoit apperçu cependant que cette liberté n'étoit pas un guide infallible , &

il n'étoit point effrayé de lui imposer une limite, quand le bien public demandoit une exception. C'est ainsi qu'en abandonnant à la liberté l'exportation des grains superflus, il lui interdisoit celle du nécessaire, comme il eût refusé de lui confier le commerce de l'air essentiel à la vie, s'il étoit à la disposition de l'homme.

La libre exportation des grains est un droit de la propriété sans doute; mais cette multitude d'hommes qui n'ont rien à échanger, qui ne veulent que du pain pour le prix de leur travail, & qui en naissant ont acquis le droit de vivre, ils ont aussi leurs titres. La Société est fondée sur une douce réciprocité de concessions & de sacrifices, & c'est par cette prudente harmonie que les hommes trouvent dans leur union, du bonheur, de la paix & de la sûreté.

Nous avons été obligés de nous étendre un peu sur les vues de COLBERT, relativement à l'Agriculture, parce qu'elles ont été souvent attaquées de nos jours. Nous passerons plus rapidement sur les autres parties de son administration, parce qu'on n'a point encore cessé de leur rendre justice.

On vit s'élever de toutes parts sous son mi-

nistère de nouvelles occupations & de nouveaux objets d'industrie , par l'établissement d'un nombre infini de Manufactures ; il excitoit les unes par des secours d'argent , les autres par des instructions prises chez les Etrangers , quelquefois par des marques d'honneur , & toujours par cette attention & cet air d'intérêt qui ont tant de pouvoir de la part du Souverain ou de son Ministre , sur une Nation sensible , & qu'on peut exciter par la vanité , par cette foiblesse qu'on devroit appeller une vertu sociale , puisqu'en se nourrissant d'opinion , elle met son bonheur entre les mains des autres , & forme entre les hommes une chaîne éternelle de rapports , de plaisirs , & de besoins réciproques.

C'est aux soins de COLBERT que nous devons les Manufactures renommées de Lyon , celles de Sedan , de Louviers , d'Elbeuf & d'Abbeville , celles des Glaces & des Gobelins , celles des Bas au métier & des Points à l'aiguille , & tant d'autres qui occupent aujourd'hui un nombre infini d'hommes , de femmes & d'enfans , & qui , en étendant la population , multiplient en même temps les jouissances.

Pour exciter l'établissement de ces Manufactures , il fut obligé d'établir quelques Lois prohibitives ; mais c'étoient des Lois douces , dic-

tées par la sagesse ; c'étoient des institutions d'un père tendre , qui , connoissant l'industrie de ses enfans , les excite par de légères contraintes à recourir à leurs talens , & à connoître leurs propres forces.

En cherchant à augmenter la puissance nationale , on le voit sans cesse occupé du bonheur des citoyens ; ce n'est point par des austérités ni par des privations durables qu'il veut conduire la France à sa splendeur , il fait qu'elle est appelée par la nature à des jouissances ; il n'a garde de contrarier ses heureuses destinées ; aussi lorsqu'il voit avec peine les Italiens nous fournir des étoffes d'or & d'argent , il n'ordonne point aux riches de s'en passer ; mais il ne laisse entrer en France que les matières premières qui lui manquent , & il charge l'intelligence nationale de les fabriquer & de les mettre en œuvre.

Le goût du sucre & du café devient plus général en Europe ; il n'ordonne point qu'on renonce à ce plaisir , mais il cherche à le satisfaire en augmentant la population ; il fait des efforts pour étendre & vivifier les Colonies ; il s'attache sur-tout à la plus importante de toutes , à celle de Saint-Domingue , dont il présume la grandeur ; il médite des loix pour les lier à la Métropole. La pensée de COLBERT est par-

tout , & l'activité de ce Ministre se montre en même temps ; il n'aperçoit les obstacles que pour les franchir , & les difficultés que pour les vaincre.

De nouveaux desirs se manifestent ; on veut des thés que nous donne la Chine , & des mousselines des Indes ; il ne les défend point , mais il trace les moyens qui doivent nous les procurer avec économie.

Pour toutes les Manufactures d'Europe , il avoit eu soin de n'attirer en France que les matières premières , & de confier leur fabrication à l'Industrie Françoisse ; il agit différemment pour les ouvrages des Indes , parce qu'il aperçoit que les habitans de ces contrées ne vivent que de ris dont leur terrain abonde , & qu'un heureux climat & des mœurs simples les dispensent de tout autre besoin. Dès-lors il sentit qu'il ne falloit pas être jaloux de leur travail & lutter contre leur main-d'œuvre , mais en profiter avec intelligence.

En suivant les opérations de COLBERT , on voit qu'il ne se livre aveuglément à aucun système. On ne peut se lasser d'admirer son esprit de sagesse & de modération ; par-tout il semble se jouer à l'avance de ces hommes de notre siècle , qui outrent toutes les maximes

générales , afin de se déguiser à eux-mêmes l'impuissance où ils sont d'en poser les limites , & pour donner , par de l'exagération , un air de force à leurs pensées.

L'Administrateur médiocre adopte un ou deux principes , & y soumet sa conduite ; né pour l'obéissance & l'imitation , il se fait esclave d'un seul maître ; il le suit opiniâtrément , & il se croit fort ; il rapporte tout à lui , & il croit avoir le secret de l'univers ; jaloux de gouverner , & ne pouvant suivre la nature dans ses variétés , il lui ordonne d'être simple & la rabaisse au niveau de son intelligence ; comme on voit des enfans autour d'une machine de Mécanique retrancher de ses roues , & arrêter son mouvement pour la comprendre.

COLBERT est bien différent ; certain de sa grandeur il ne cherche point à se rehausser par des principes exagérés ; familiarisé de bonne heure avec les idées générales , il apprend de même à les dominer. COLBERT a vu les oppositions dans les passions des hommes , & les contrariétés dans les règles d'administration ; il les suit , il les observe , il les accompagne ; son esprit souple & flexible se plie à leurs variétés ; il fait bien que cet esprit de mesure est en opposition avec la gloire contemporaine ;

car la multitude des hommes croit qu'on ne s'arrête que par foiblesse ; il fait aussi que cet esprit est contraire au bonheur de l'Homme d'Etat , parce qu'il le condamne à des observations continuelles , lui montre à chaque instant l'insuffisance de ses moyens , & lui laisse le triste sentiment de son imperfection ; tandis qu'au sein des principes exagérés on jouit d'un profond repos , avec un seul , la liberté parfaite , on gouverne le monde sans la moindre peine ; on dit à l'intérêt personnel & à l'ignorance ; je me fie à vous , & ils entraînent ; s'ils heurtent , s'ils fracassent dans leur route , on ne s'en met point en peine ; on demande un ou deux siècles pour en voir l'effet ; si la Société bouleversée se refuse à cette expérience , on l'accuse d'impatience ; elle seule devient coupable ; & le principe garde encore sa gloire ou ses prétentions.

En même temps que COLBERT relevoit les Manufactures abandonnées & en introduisoit de nouvelles , son vaste génie s'occupoit du Commerce. Il sembloit , avant lui , que la France n'eût voulu communiquer avec les autres Nations que par le fer & par le feu ; aussi les passions destructives de la félicité publique paroissoient s'être réservées le droit de donner

des grands Hommes à la France, & l'Histoire n'avoit conservé les noms que des Guerriers & des Politiques. Il appartenoit à COLBERT d'être jaloux d'une plus haute gloire; il lui appartenoit sur-tout de sentir qu'il étoit une plus noble communication entre les hommes, celle des bienfaits de la nature & des fruits de leur industrie. On n'entrera pas dans le détail des opérations de COLBERT en faveur du commerce; il le défendit contre l'autorité, contre les intérêts des Fermiers, contre la multiplicité des droits, & contre les préjugés. Ce fut par l'effet de ses soins & de ses encouragemens, que le commerce du Levant fut ranimé, que celui du Nord fut ouvert, & que celui des Colonies fut étendu.

Enfin, ce fut lui qui éleva cette Compagnie des Indes, long-temps l'objet de notre attachement. L'éloignement de ces Contrées qui rendoit les communications longues & difficiles; l'utilité de joindre l'administration civile à celle du commerce dans un pays qui n'intéressoit que le commerce, où la justice de la Métropole seroit souvent arrivée trop tard, & presque toujours trompée; la nécessité de subdiviser les intérêts dans un commerce hasardeux, auquel personne ne veut appliquer de
gros

gros fonds , l'importance en même temps d'unir les opérations & de prévenir les inconvéniens de la concurrence dans un pays où l'on n'est qu'acheteur & où l'on n'est attiré à négocier que par le bas prix de la main-d'œuvre ; ce furent là les principaux motifs qui déterminèrent COLBERT.

Le privilège qui fut attaché à cette Compagnie n'étoit point un bénéfice accordé à quelques personnes au détriment de plusieurs ; c'étoit au contraire un accès ouvert au plus grand nombre , puisque la multiplicité des actions rendoit plus étendue la faculté de prendre part à ce commerce ; ce n'étoit pas non plus une institution en faveur de quelques individus contre la Société ; c'étoit au contraire une institution de la Société contre les écarts des intérêts particuliers , puisque l'unité d'opérations que prescrivait le Souverain étoit sollicitée par le bien public , & devoit augmenter la richesse nationale ; & celui-là seul eût refusé de sacrifier à ces motifs respectables le desir incertain de négocier aux Indes selon son caprice. Mais ces deux expressions , *Exclusif* & *Privilège*, en présentant des idées contraires à l'esprit social , ont entraîné plusieurs opinions ; car beaucoup d'erreurs tiennent à

l'abus des termes ; les idées ont fait naître les mots ; mais les mots ont à leur tour gouverné la pensée.

Je ne fais , mais il me semble que presque tous les grands principes de l'économie politique doivent leur caractère de vérité à l'union de toutes leurs parties ; c'est par cette union qui forme leur essence , qu'elles échappent à l'analyse & se dérobent à l'argument ; & vouloir les mesurer , prétendre les approfondir avec ces instrumens du Rhéteur , qui séparent , qui divisent tout , c'est obscurcir ce que l'on cherche , c'est défigurer ce qu'on veut connoître : non , ce n'est point ainsi qu'on peut atteindre à l'intelligence de ces grands principes : il faut les envelopper de sa pensée , il faut les parcourir d'un seul regard , ou renoncer à les concevoir. Aussi , tandis que le laborieux Erudit , en déployant toutes ses forces , marche d'un pas traînant vers la recherche de la vérité ; l'Homme de génie s'en saisit à l'instant ; la rapidité de ses combinaisons donne aux opérations de son esprit l'apparence d'un instinct ; il regarde , & il voit ; il cherche , & il découvre ; il est semblable à l'astre du jour dont les rayons innombrables , dans le même moment , traversent l'immensité des airs , atteignent

les globes du monde , & les couvrent de leur lumière.

Les grands Hommes font continuellement poursuivis par ceux qui font avides de s'élever ; ils ne font défendus que par cette multitude qui ne lutte point contr'eux , ou par ces personnes qui , justes par caractère , mettent la vérité avant leur propre gloire.

Lorsqu'on n'a pu contester à COLBERT les soins qu'il s'étoit donnés pour étendre & favoriser le Commerce & les Manufactures , on a tâché de les faire envisager comme inutiles à la prospérité d'un Etat. Je ne discuterai point ici ces opinions ; les principes de COLBERT que nous avons développés , suffisent peut-être pour y répondre.

Mais il est une objection à laquelle nous devons nous arrêter , parce qu'elle s'applique à toute l'administration de COLBERT.

En établissant les Arts & les Manufactures , en étendant le Commerce , en augmentant les richesses nationales , il n'a fait qu'augmenter le luxe ; il a donc contrarié la force & la félicité publiques.

Si cette proposition étoit juste , COLBERT se feroit trompé dans son but , & l'édifice de sa grandeur crouleroit avec ses fondemens.

Quelques réflexions courtes sur le luxe , sur

son rapport avec le bonheur des hommes & avec la puissance nationale, nous aideront à trouver une vérité qui tient de si près au jugement qu'on doit porter de COLBERT.

La loi des propriétés produit des inégalités de fortune ; ces inégalités de fortune entraînent des inégalités de jouissances, & la supériorité des uns sur les autres fut exprimée par le mot de luxe : ce luxe n'eût été susceptible d'aucun accroissement, si, à chaque génération, les fruits de son travail périssoient avec elle ; mais un grand nombre de productions de la terre & de l'industrie subsistant au-delà de la vie des hommes, les richesses mobilières s'accumulent dans la Société, tant que des révolutions extraordinaires ne viennent pas les détruire ; alors s'introduit un nouveau luxe, qu'on pourroit appeler le luxe des siècles, & les disproportions deviennent plus frappantes. D'un côté, l'on voit cette multitude de richesses entassées par le temps, se joindre aux productions de la génération nouvelle, & répandre leur fâche au hasard par le mouvement des propriétés ; & de l'autre, on voit le plus étroit nécessaire demeurer le partage invariable de cette classe d'hommes, qui, par leur nombre & leur rivalité, reçoivent la loi du Propriétaire, & consacrent, par leur pauvreté, le souvenir de son avarice.

C'est par ces contrastes remarquables que le luxe étonne & révolte ; mais on voit cependant que dans son plus grand éclat, il est encore l'effet naturel de la loi des propriétés , du travail & du temps.

Il faudroit, pour l'arrêter dans un pays tel que la France , interdire à la terre d'être fertile , aux hommes d'être industrieux , ou ordonner aux propriétaires de ne plus échanger contre le travail les subsistances superflues qui leur appartiennent , & de les consacrer à nourrir des hommes oisifs : mais que gagneroit le bonheur à cette institution ?

Le pauvre nourri dans l'oisiveté , poursuivi par l'ennui , regretteroit le travail & la peine ; & le riche , gêné dans l'usage de sa propriété , fuirait avec ses richesses le pays où l'on ne pourroit pas en jouir.

Ces institutions austères , même infiniment modifiées , ne peuvent convenir qu'aux petites Républiques , qui ne subsistent que par les plaisirs de l'égalité ; mais dans un pays monarchique , où les rangs & la naissance accoutument de bonne heure aux distinctions, celles des richesses ne peuvent plus offenser ; elles consolent au contraire en présentant aux talens un moyen de s'élever ; & quant à ces hommes que la propriété condamne à ne chercher que le nécessaire , ils regardent les

riches comme des êtres d'une espèce différente, & leur magnificence comme un attribut de leur grandeur. Ce n'est point par ce spectacle que le pauvre est malheureux : comme les rayons d'un grand jour , cette pompe éblouit ses yeux & le distrait du malheur de l'envie.

Mais s'il est un luxe qui , né du travail , tient à des institutions propices , au bonheur des hommes & à la force des Nations , il en est un contraire à ces principes , qui n'est produit que par l'injustice ou par la foiblesse , je veux parler de ces inégalités de fortune qu'une administration ignorante ou trompée fait naître lorsqu'elle accumule ses faveurs dans un petit nombre de mains , lorsqu'elle ouvre dans la Capitale des routes à la fortune , indépendantes du travail & de l'intelligence , & lorsqu'enfin , dans la distribution des impôts elle pèse sur les petits & respecte les Grands : COLBERT ne se rendit point coupables de ces fautes.

Mais, dira-t-on , s'il est un luxe qui ne détruit pas le bonheur , il nuit toujours à la force nationale , en amolissant les mœurs ; il fournit aux Grecs l'Empire des Perses , il renversa la République Romaine.

Les tems sont bien changés ; COLBERT l'avoit sans doute aperçu ; il avoit promené ses regards sur ces nombreuses armées qui s'éle-

voient en Europe , & réfléchissant profondément sur la discipline rigoureuse qu'on établissoit , & qui devoit gouverner cent mille hommes par un seul mouvement & par une même volonté, il vit avec douleur que ces vieilles vertus de la Grèce & de Rome, l'amour de la patrie, le fanatisme de la gloire, ne seroient plus & ne pouvoient plus être l'unique force des Etats.

Je m'arrête peut-être ici sur une triste vérité; mais on ne sauroit attribuer trop d'influence à l'invention de cette discipline guerrière : en rendant les hommes égaux par la force de l'obéissance, elle a soustrait la puissance des Nations à l'antique influence des mœurs, à cette énergie des ames qui dispoſoit autrefois du sceptre du monde. Oui, c'est la perfection de cette discipline qui a mis la force dans le nombre, & qui fit sentir à COLBERT que l'argent, ce signe général des valeurs, le prix du service des hommes, deviendrait nécessairement le fondement essentiel de la puissance politique.

Peut-être aussi que ce grand Ministre, ami de l'humanité, appercevant que ces armées nombreuses & disciplinées, devenues nécessaires à la défense nationale, augmentoient en même temps la force du Souverain sur son peuple, découvrit avec plaisir que les richesses mobili-

res pourroient rendre un nouveau service à son pays, en excitant à ménager sans cesse cette source essentielle de la puissance par la douceur & la justice du gouvernement ; car si la terre peut suffire pour captiver ses Cultivateurs & ses Propriétaires, le Commerce & l'Industrie ne connoissent d'autre chaîne que le bonheur & la liberté.

Ainsi , telle est l'importance des richesses mobilières , que par une heureuse combinaison , elles défendent à la fois contre la conquête & la tyrannie.

Quelle multitude d'objets différens sont soumis à la réflexion d'un grand Administrateur des Finances ! Recevoir les tributs imposés , payer les dépenses fixées , c'est une fonction bien facile ; mais combiner les ressources d'un Etat , sentir les justes rapports entre la richesse & l'impôt , entre le prix des denrées & les facultés des hommes , entre l'Agriculture & l'Industrie , entre le bonheur & la force ; démêler ces vérités qui sont en raison composée de tant de motifs ; parcourir les institutions & les usages ; voir où s'arrêtent leurs avantages , où commencent leurs abus ; réformer les uns sans détruire les autres ; concevoir un dessein & diriger vers son but toutes les circonstances ;

former de nouveaux plans , & les faire avancer sans convulsion , sans révolter l'habitude & l'esprit-pratique des hommes , & sans produire par une trop grande ardeur de nouvelles résistances : voilà peut-être le plus grand travail qui puisse être confié à l'intelligence de l'homme.

DERNIERE PARTIE.

COLBERT , en desirant d'accroître le Commerce & d'étendre les Colonies , s'occupa de la Marine , qui doit les protéger & les défendre : elle étoit détruite , quand le Roi lui confia ce département. Peu d'années après , on comptoit plus de cent vaisseaux de guerre , & soixante mille matelots. En même temps , on vit s'élever les Arsenaux de Toulon , de Brest & de Rochefort , & Dunkerque fut acheté des Anglois. Ce qui doit étonner , c'est qu'en même temps que tous ces établissemens se préparoient , les impôts étoient diminués.

COLBERT ne borna pas ses vues à augmenter les richesses du Royaume ; il voulut encore fixer leurs Propriétaires en rassemblant en France tous les Arts agréables.

C'est lui qui fonda les Académies de Peinture & d'Architecture , qui existent aujourd'hui ; c'est à lui qu'on doit l'Ecole de Rome , où l'on

entretient, aux dépens du Roi, les Elèves qui ont emporté des prix à Paris : louable institution, qui enseigne de bonne heure aux jeunes gens que la véritable récompense du talent, c'est la faculté de le perfectionner encore.

C'est par ses soins & son activité que furent élevés ou perfectionnés la plupart des établissemens qui embellissent Paris & qui contribuent à sa commodité, les Quais, les Boulevards, les Places publiques, le Louvre & les Tuileries ; il sentit que ces monumens durables, en même temps qu'ils augmentent les douceurs de la vie, excitent la curiosité des Etrangers, les appellent parmi nous, & font servir leurs richesses à l'encouragement de notre Industrie. C'est ainsi qu'il appartient à un grand Homme de donner aux beautés de l'Art une action éternelle.

Nous lui devons encore l'Académie des Inscriptions, où le génie ardent des Modernes, par des observations fines, & par des traces difficiles à distinguer, atteint à la connoissance des mœurs & des usages de l'antiquité, & va chercher dans ses monumens des objets de comparaison & de nouvelles lumières.

COLBERT fut sans cesse occupé de propager les Sciences ; il augmenta la Bibliothèque du Roi & le Jardin des Plantes ; il fit élever l'Observa-

toire ; il appella Huyghens & Cassini ; enfin , ce fut sous ses auspices que s'éleva l'Académie des Sciences : honorable Assemblée , où des hommes estimables viennent faire un magnifique échange de leurs connoissances & de leurs pensées : superbe association , où les forces s'unissent pour tracer la marche des Cieux , pour ravir à la nature ses secrets , & rehausser la gloire de l'homme.

COLBERT ne se contentoit pas d'honorer les Arts & les Sciences dans son pays : l'on eût dit que son génie bienfaisant s'y trouvoit comme resserré. Pour élever la gloire de son Prince , pour faire retentir par-tout le nom François , il engageoit le généreux penchant de Louis XIV à donner des récompenses aux Etrangers qui se faisoient remarquer par leurs talens. Il écrivit de sa part à son Ambassadeur à Stockolm, d'annoncer une pension à un Savant qu'on connoissoit en France , & qu'on eut quelque peine à découvrir en Suède. Il faut plaindre une Nation qui est avertie par une autre , des grandes qualités de ses concitoyens , & qui lui laisse le soin de les récompenser. COLBERT , ainsi qu'un habile Mécanicien , qui connoît la force du poids le plus léger quand il est éloigné du point d'appui , COLBERT présumoit que ces foibles récompenses

ses , qui alloient chercher le mérite au bout de l'Univers , agiroient sur sa Nation , & encourageroient tous les talens en France.

Richelieu l'avoit devancé dans l'institution d'une Académie pour la culture de la Langue Française , de l'Eloquence & du Goût ; il en fut jaloux sans doute ; mais il marcha sur ses traces en favorisant les Lettres ; il les aimoit comme homme d'esprit ; il les encourageoit comme homme d'Etat. Il sentoît que c'étoit aux Lettres qu'il appartenoit d'adoucir les mœurs en élevant l'ame , & d'étendre l'empire de la raison , en lui soumettant le cœur de l'homme par le charme de l'éloquence ; & plus l'augmentation des richesses donnoit au caprice & au luxe de nouveaux moyens de s'égarer , plus un Ministre sage devoit desirer d'exciter le goût des jouissances honnêtes , plus il devoit sentir l'importance de soutenir les Lois par les mœurs , les mœurs par l'opinion , & l'opinion par des ouvrages où le génie & le goût s'uniroient pour embellir la vérité.

COLBERT enfin , persuadé qu'une libre communication tourne au profit de la Nation la plus favorisée par la nature , voyoit avec plaisir que les écrits éloquens de son siècle serviroient son système économique , en étendant la Langue

Françoise, & renversant la barrière qu'établit entre les hommes la différence des langages.

Peut-être aussi que ce Ministre, que je me représente sans cesse occupé des objets de son administration, ayant réfléchi sur le goût, qui n'est qu'un sentiment parfait des convenances, avoit aperçu dans les chefs-d'œuvres des Racines & des Molières, & dans leur représentation journalière, une instruction dont l'Industrie Francoise profiteroit sans y penser; il avoit présumé que l'habitude de distinguer de bonne heure ces fils imperceptibles qui séparent la grace de l'affectation, la simplicité de la négligence, la grandeur de l'exagération, influeroit de proche en proche sur l'esprit national, & perfectionneroit ce goût, qui fait aujourd'hui triompher les François dans tous leurs ouvrages d'industrie, & leur permet de vendre bien cher aux Etrangers une sorte de convenance spirituelle & fugitive, qui ne tient ni au travail ni au nombre des hommes, & qui devient pour la France le plus adroit de tous les commerces.

C'est ainsi que COLBERT ramenoit à son but les circonstances qui en paroissoient les plus éloignées.

Un grand Homme sert son pays par ses talens & par son exemple. Plusieurs parens de

COLBERT attirèrent l'attention publique. Puffort examina le Code des Lois. COLBERT de Croissy & de Torcy, devinrent célèbres dans les négociations, & le jeune Seignelay qui mériterait un éloge particulier, promettoit de marcher sur les traces de son père.

Tel est l'honorable ascendant du génie, lorsqu'il est joint à la vertu. Oui, l'homme ainsi doué, le seul véritablement grand, impose du respect à tous ceux qui l'approchent; il excite ses amis à lui ressembler; il en fait un devoir à ses enfans, & s'élançant dans l'avenir, il semble en donner l'ordre à sa postérité la plus reculée, précieux héritage qui mène par contrainte aux sentiers de l'honneur, & qui vaut mieux sans doute que ces faveurs de la fortune, qui ne servent à l'homme que de piédestal, & qui agrandissent également ou sa honte ou sa gloire.

COLBERT fut encore béni dans sa vie domestique, par son union avec une femme aimable & vertueuse, qui lui rendoit sa gloire plus chère, en lui présentant un objet de son affection sur lequel il pouvoit la répandre, qui le consolait de l'injustice des hommes & de leur ingratitude, & qui, voyant son ame à découvert, lui donnoit par son estime, le plus doux prix de ses vertus.

COLBERT fut traversé comme tous les grands Hommes par les rivalités & les jalousies ; il le fut sur-tout par la haine de Louvois ; il éprouva combien il est difficile de faire le bien ; il esuya ces intrigues de Cour , qui ne laissent aux Ministres qu'une portion de leurs forces pour administrer , en les contraignant d'employer l'autre à se défendre. COLBERT à la vérité ne se laissa point troubler dans sa route. On put retarder ses succès , mais on ne le découragea jamais ; il étoit trop grand pour être personnel. Un grand Ministre , au moment qu'il se livre à l'administration , doit se séparer des passions qui agitoient comme homme privé ; il doit en épurer son cœur , ainsi que l'or animé par le feu quitte les vils métaux qui s'étoient joints à lui.

C'est ainsi que se montre COLBERT. Les injustices des hommes peuvent exciter son mépris , mais rarement sa haine & jamais sa vengeance. Il n'est point irrité par leurs procédés , parce qu'il n'en est point étonné ; ses yeux ont fait le tour de l'homme ; il fait les fruits qu'il peut porter , & il n'en attend point d'autres.

La guerre vint l'arrêter dans ses plans d'administration , & déranger son système économique. (*)

(*) Il fut obligé de rétablir plusieurs impôts qu'il avoit

Alors on oublia le bien qu'il avoit fait. Les uns lui reprochèrent des opérations imposées par la nécessité ; les autres trouvèrent qu'il devoit à sa gloire de résigner sa place , lorsqu'il ne pouvoit plus suivre la route qu'il avoit choisie , comme s'il ne servoit pas encore son pays , en tempérant par les ressources de son esprit les contributions que la guerre entraîne ; comme s'il n'étoit pas utile à sa Patrie , en sollicitant Louis XIV. en faveur de la paix , en le conjurant sans cesse de ne pas imiter ces Princes guerriers , qui croient que ce n'est pas une assez belle commission pour un être foible & mortel , que de veiller au bonheur de vingt millions d'hommes , & qui sacrifient ce bonheur au vain plaisir de commander à cent mille de plus.

COLBERT eût sans doute acquis plus d'honneur dans l'opinion publique , en quittant le Ministère , où la guerre ne lui permettoit plus de rendre des services éclatans ; mais il eût eu moins de mérite aux yeux de celui qui fonde le cœur de l'homme , & qui lui tient plus de compte

avoit abolis ; il fut contraint d'avoir recours à des créations de charges dont il avoit senti l'abus , en entrant dans le ministère : car tel est l'empire des circonstances que la puissance de l'homme lutte en vain contr'elles.

compte d'un mal qu'il arrête en secret, que d'un bien qu'il fait en public. Les hommes à la vérité ne jugent point ainsi; ils veulent qu'on cesse d'agir, lorsqu'ils cessent de louer. Foibles juges d'un grand Ministre, qui voulez le gouverner par votre approbation, êtes-vous assez grands pour couronner sa tête? N'appercevez-vous pas que l'homme capable de tenir en sa pensée les vastes ressorts de l'administration, a dû connoître de bonne heure comment on est applaudi par la multitude. Bien loin de se laisser maîtriser par elle, c'est à lui de la gouverner.

COLBERT n'avoit garde de soumettre sa conduite aux suffrages populaires : l'homme guidé par cet esprit, ne fera jamais qu'un Administrateur médiocre ; n'agissant que pour être contempné, il ne fera pas le bien en secret ; il rejettera ces plans d'administration que le grand jour contrarie ; cet accord de moyens, cette union de pensées qui semblent se cacher dans leur propre harmonie, il les sacrifiera pour complaire aux hommes dans leurs goûts journaliers, & pour renouveler sans cesse ces applaudissemens d'un instant, auxquels la voix du temps ne s'est jamais unie ; enfin, régi par l'opinion, sa volonté sera chancelante comme elle, & il fera semblable à ces héros de théâtre, que des battemens de mains excitent ou découragent.

COLBERT a de ses devoirs une plus vaste idée , & de sa récompense une plus haute espérance ; il tient aux hommes , ses semblables , par l'amour & la bienfaisance , mais son ame élevée au-dessus d'eux , cherche un rapport dans le ciel.

COLBERT aimoit tendrement sa patrie. Un jour , à sa maison de Sceaux , jettant un coup d'œil sur ces campagnes fleuries qui embellissent la France , on vit ses yeux se baigner de larmes. Interrogé sur leur motif , par un de ses amis. *Je voudrois , répondit-il , pouvoir rendre ce pays heureux , & qu'éloigné de la Cour , sans appui , sans crédit , l'herbe crût dans mes cours.*

Qu'on aime à contempler les larmes d'un grand Homme ! qu'on aime à le voir se rapprocher de nous par la sensibilité , tandis qu'il s'en éloigne par la hauteur de son génie ! Oui , l'on se sent plus près d'une ame bienfaisante , que d'un esprit échauffé par l'amour de l'ordre & de ses devoirs. On jouit davantage , parce qu'on se croit alors le motif & la récompense de ses actions. Je ne fais , mais en suivant l'administration de COLBERT , mon esprit continuellement tendu étoit comme fatigué de l'admirer. J'ai eu du plaisir en voyant qu'il étoit un homme : mon ame s'est unie à ses larmes , & je me suis senti élevé par sa grandeur.

Mais , dira-t-on , COLBERT n'eut-il point de

défaut ? Oui, fans doute il en eut : mais étouffés , pressés par ses vertus , il faudroit emprunter la hache de l'envie , pour se frayer un chemin & pouvoir les atteindre ; & quant aux erreurs qu'on remarque dans son administration , certes , qu'il est facile , après cent ans d'expérience & d'observations , d'appercevoir quelques taches dans cet immense tableau ! Mais , si l'on réfléchit sur l'ignorance & la confusion qui régnoient avant COLBERT , dans tous les principes de Finance & de Commerce , on sentira peut-être que c'est à la lumière de son administration , que c'est à l'aide des flambeaux qu'il tenoit en ses mains , qu'on découvre aujourd'hui ses erreurs.

Mais l'homme , sur ce point , se méprend aisément ; il porte quelques grains de fable au sommet de ces monts élevés par le temps ; il se place au-dessus , & il s'estime haut de sa propre grandeur. Oui , c'est une ingratitude commune de l'esprit envers le génie , que de méconnoître ce qu'on doit à ceux qui , dans tous les genres , font sortir du néant cette première idée , à laquelle toutes les autres viennent se prendre , & sur laquelle elles s'élèvent orgueilleusement.

En 1683 , COLBERT fut attaqué de la maladie dont il mourut. Il étoit à Paris. Louis XIV partit de Versailles pour le visiter ; & toute la

France en fut attendrie. Nation douce & sensible, que les plus foibles soins de la part de son Prince émeuvent & transportent ! aimable Nation, à laquelle il est si doux de faire du bien ! avec une intelligence fine & rapide, elle a l'ame d'un enfant, & son cœur est ouvert à la reconnaissance ; précieuse qualité, qu'elle doit à son heureux naturel, & qui est peut-être entretenue par son gouvernement ; il n'est pas assez arbitraire pour faire perdre aux ames leur ressort, & il n'est pas assez libre, pour que l'éloignement habituel de toute espèce de joug puisse faire haïr celui même des bienfaits.

COLBERT remit à Louis XIV l'état de son bien, avec les preuves qu'il ne montoit qu'à sa première fortune, & aux économies qu'il avoit pu faire sur les bienfaits du Roi (*). Je ne relèverai point cette anecdote de sa vie, je ne m'avilirai point à louer COLBERT, de ce qu'il n'eût pas l'ambition des richesses. Ce desir eût-il pu trouver place dans un cœur tout rempli de plus nobles pensées ? Que Crassus ou Luculle,

(*) J'ai lu cette anecdote dans les *Vies des Hommes illustres de France*, & j'ai dû croire facilement à la vérité d'un fait qui montrait COLBERT, tel qu'il devoit être.

élevés sur des monceaux d'or , tirent gloire de leurs richesses , & fondent leur grandeur sur la petitesse de ceux qui les admirent , ils ont raison. Pourquoi refuseroient-ils un hommage qui leur est offert ? ils n'ont pas à choisir. Mais un homme qui , par l'étendue de ses lumières , par la hauteur de son génie , par l'éclat de ses vertus , peut soumettre l'opinion de son siècle , & ravir à la postérité son admiration , s'il recherche en même temps cette petite gloire domestique que donne l'opulence , il feroit en opposition avec lui-même , il n'auroit ni la conscience de ses forces , ni celle de sa destinée , il ne seroit pas grand.

COLBERT mourut avec piété ; c'est ainsi qu'il avoit vécu. Il n'abusa jamais de sa grandeur pour fouler aux pieds les opinions qui lient les hommes par l'idée d'un Etre suprême. En étudiant l'économie politique , il avoit senti mieux que personne l'erreur de ces systèmes , qui veulent suppléer à ce magnifique ressort , par l'idée de l'ordre , par les Lois & par l'éducation. COLBERT avoit aperçu que la plupart des hommes sont condamnés , par les institutions de la Société , à consacrer tout leur temps , dès leur plus tendre enfance , au travail qui doit les nourrir ; il avoit reconnu que

tout principe de vertu , qui exigeoit de l'étude ou de la réflexion , n'étoit pas à leur usage , & qu'on ne pouvoit les attacher à l'amour de l'ordre , que par une idée à la fois simple , rapide & frappante , qui se gravât dans leur pensée avec la crainte & l'espérance , ces passions communes à tous les êtres , & que le spectacle de la nature , la nuit , le tonnerre , & les tempêtes réveillent sans effort dans le cœur de l'homme.

COLBERT enfin s'étoit pénétré , pour lui-même , de cette consolante pensée : un grand Administrateur s'attache plus fortement qu'un autre à l'idée d'un Dieu. Il a vu comment tout se lie dans la Société par l'intelligence , & il lui attribue de même l'harmonie de l'univers. Il a jetté ses regards sur ces hommes qu'il a gouvernés ; sur cette chaîne d'esprits différens , qui se méconnoissent mutuellement , & qui prennent tous également les limites de leurs vues pour les bornes de ce qui est ; il n'a garde de les imiter dans leur présomption ; il n'a garde de rejeter ce que sa raison ne peut soumettre , & il se dit à lui-même , & moi aussi , je suis peut-être le plus petit entre un nombre infini d'êtres éloignés de mon intelligence , & qui atteignent par degrés à la connoissance

du Créateur. C'est ainsi que la véritable grandeur , bien loin de conduire à l'orgueil , devient pour l'homme une leçon d'humilité , & un monument de sa faiblesse.

COLBERT mourut , & le Peuple voulut enlever son corps & le déchirer. Ce fut le prix de ses travaux & de ses bienfaits. Les opérations auxquelles il avoit été contraint par la guerre avoient tout fait oublier. La multitude des hommes est toute sauvage : elle est pressée d'aimer & de haïr , & ne se laissant aller qu'à des affections simples , il lui faut un objet qui puisse lui répondre de la guerre , des saisons & des orages ; il lui faut un homme à qui elle puisse se prendre de son bonheur ou de son malheur. Les circonstances , ce mot dont l'empire est si grand aux yeux de l'esprit observateur , est un mot qu'elle n'entend point.

COLBERT ne fut pas regretté des Courtisans , & il ne pouvoit pas l'être. Il n'étoit pas un Ministre selon leurs penchans ; & ils durent haïr bientôt celui qui laissoit inutiles , dans leurs mains , ces armes victorieuses & tant de fois éprouvées , la louange , les caresses & la flatterie.

COLBERT étoit né avec de l'austérité dans le caractère. Elle s'étoit peut-être accrue dans le

Ministère, par l'habitude de voir si souvent les attaques de la cupidité & de l'intérêt personnel, insulter doublement à sa clairvoyance, en prenant le masque du bien public.

Ce Ministre devoit donc être plus estimé qu'aimé. Pendant la vie d'un homme, on a peine à séparer ses actions de sa personne. Cette séparation est même impossible chez une Nation sensible. Un mot, un sourire aimable, captivent souvent plus de suffrages qu'une sage administration. Il est vrai que tandis que le souvenir de ces petites graces, qui ont charmé la vanité des vivans, s'enfuit avec leur génération, la mémoire des actions est la seule qui demeure & qui résiste aux atteintes du temps. Les passions des hommes sont plus fortes que leur intelligence : celle-ci ne peut juger, tandis que les autres dominent. L'opinion est semblable à la mer agitée, celui qui veut en mesurer la hauteur laisse passer l'orage.

Enfin, telle est la destinée d'un grand Homme, il est rarement témoin de son triomphe, & tel fut le sort de COLBERT. Mais le jour arrive où la vérité, conduite par le temps, s'approche de son tombeau, & lui crie : lève-toi, jouis de ta gloire, les hommes commencent à te connoître.

François, qui contemplez les bienfaits de ce grand Homme, & qui vous affligez de l'injustice de ses contemporains, consolez-vous : jeunes gens, qui fentez dans votre ame cette fermentation, cette ardeur des grandes choses, qui vous presse de vous livrer aux affaires publiques, que l'exemple de COLBERT ne vous décourage point ; il fut heureux, il eut sa récompense, il fit le bien.

Quand on a marché quelque temps dans la carrière de la vie, quand on a réfléchi sur les jouissances que l'homme poursuit, on a vu combien sont courtes & bornées celles qui n'ont pour objet que nous-mêmes : on ne peut étendre son existence qu'en s'attachant à celle des autres par la bienfaisance ; venez le témoigner, ames sensibles, qui vous nourrissez de ce plaisir, & qui, dans la proportion de vos forces, vous approchez du malheur pour le plaindre & pour le soulager. Mais, quelle comparaison entre vos moyens & ceux qui reposent entre les mains d'un Administrateur des Finances ? le cœur s'enflamme en y réfléchissant. Oh ! quel plaisir dans le recueillement de la solitude & dans le silence de la nuit, lorsque l'Univers sommeille, hormis celui qui veille sur tous, d'élever son ame vers lui, de se dire à foi-même : Ce jour, j'ai adouci la rigueur des impôts ; ce jour, je les ai soustraits au caprice de l'autorité ;

ce jour, en les distribuant plus également, je pourrai convertir un faste inutile au bonheur, dans une aisance générale, qui fait à la fois la félicité, & de ceux qui en jouissent, & de ceux qui la contemplent; ce jour, j'ai tranquillisé vingt mille familles alarmées sur leurs propriétés; ce jour, j'ai ouvert un accès au travail, & un asile à la misère; ce jour, j'ai prêté l'oreille aux gémissemens fugitifs & aux plaintes impuissantes des Habitans de la campagne, & j'ai défendu leurs droits contre les prétentions impérieuses du crédit & de l'opulence. O quel superbe entretien! Quelle magnifique confidence de l'homme au Créateur du monde! Qu'il paroît grand alors! Il semble s'associer aux dessein de Dieu même.

Oh! que vous seriez à plaindre, vous qui ne verriez dans les grandes Places que le charme de la puissance; vous qui croiriez qu'il est d'autres commandemens agréables, que ceux qui annoncent aux hommes le bonheur & la paix; vous qui chercheriez dans le sommeil un asile contre vos pensées, & qui craindriez de vous suivre & de vous connoître: venez apprendre de COLBERT quels sont les vrais plaisirs de l'administration; venez appliquer comme lui vos talens au bonheur des hommes; venez apprendre à profiter de cette vie qui s'enfuit: heureux qui peut, comme COLBERT, l'envisager sans regret, & du haut du séjour éternel, entendre dans tous les siècles les bénédictions de son Pays, & les applaudissemens de l'Univers.

N O T E S.

APRÈS avoir fait des notes sur l'Eloge de COLBERT, à mesure que les différens objets traités dans ce Discours y donnoient lieu, j'ai cru plus convenable d'assujettir ces notes à l'ordre des idées; mais ce sont toujours des notes: il eût fallu plus de tems & d'espace pour approfondir tant de grandes questions, & je les offre simplement comme un moyen de répandre plus de jour sur l'administration de COLBERT.

J'ai trouvé, en réfléchissant sur ces différens objets, qu'il y avoit souvent plus de vérité dans les opinions communes que dans les nouveaux systêmes. Il en est peut-être des principes de l'économie politique, passés en usage, comme de la morale transmise en proverbes. Les hommes un peu supérieurs aux autres, les dédaignent souvent, par mépris pour ceux qui les suivent ou qui les citent sans pouvoir les approfondir ni les défendre; mais le plus souvent cependant, ce sont des résultats donnés par le temps & par une suite d'observations dont personne n'a montré la chaîne, mais qui n'en a pas moins existé.

S O C I É T É S.

LE plaisir d'aimer auroit pu réunir autour de l'homme quelques-uns de ses semblables; mais la haine & le desir de la vengeance formèrent les grandes associations.

La nécessité de se nourrir dans un plus petit espace, les contraignit à ensemençer la terre, & à la cultiver.

On établit ou l'on assure les propriétés , pour exciter au travail , & pour prévenir des disputes éternelles.

Le Souverain devint le garant de toutes ces conventions : il dut veiller au bonheur des particuliers , & à la force nationale , qui assure la conservation de ce bonheur.

Rapports & contrariétés entre le bonheur des Particuliers & la force publique.

La malheureuse nécessité de consacrer à la force une partie des citoyens , sous le nom de soldats , a diminué le bonheur général , en exposant les uns à des dangers , & en contraignant à une augmentation de travail ceux qui devoient les nourrir.

Mais presque tout , dans l'ordre moral , est composé de contrastes & d'oppositions , que la sagesse de l'homme est appelée à tempérer & à rapprocher.

L'administration tâche de réunir le bonheur à la force.

Les Lois cherchent à contenir la liberté particulière , qui combat contre l'ordre public.

La Morale marche sur les traces des Lois.

La Religion , en demandant des sacrifices encore plus grands , offre des récompenses proportionnées.

Enfin , l'homme lui-même , chargé de son propre sort , partage son attention entre les jouissances qui augmentent son bonheur , & les privations qui en assurent la durée.

Mais , ainsi qu'il est des alimens qui conservent l'homme en lui procurant des plaisirs , il est aussi dans la Société des sources de puissance.

ce qui concourent au bonheur : c'est la population & la richesse.

Comment la Population annonce la réunion du bonheur & de la force.

Si l'abondance produit la multiplication des hommes ; si un heureux climat & de bonnes Lois les attachent à leur Société, & si le nombre des soldats est en raison du nombre des citoyens, il paroît que la population annonce le bonheur & la puissance.

Mais, dit-on, ne vaudroit il pas mieux, pour le bonheur, qu'il y eût moins d'hommes dans chaque Société ?

Cette question est de pure spéculation : quel qu'en fût le résultat, toute Loi qui limiteroit la population, seroit une Loi barbare. Car si tous les hommes sont appelés par la nature à se multiplier & à desirer de conserver leurs enfans, il faudroit, pour mettre des bornes à la population, savoir auparavant quelle est la portion de la Société qui peut ordonner à l'autre de renoncer à ces sentimens naturels, & lui annoncer qu'elle est de trop. On répondra peut-être que ce sont les Propriétaires de terre ; qu'eux seuls sont maîtres des subsistances ; qu'eux seuls forment la Société, & que tous les autres hommes ne sont que leurs salariés.

S'il est vrai que les Propriétaires de terre constituent seuls la Société.

Cette proposition, qu'on a quelquefois avancée, donne à la propriété une extension incompatible avec la nature des choses ; on y confond l'importance de la terre, avec celle de sa

propriété : l'une est la source de la vie , l'autre est un arrangement social.

Pour qu'une telle proposition fût juste , il faudroit que chaque Propriétaire eût apporté sa terre d'une Planète voisine , & pût l'y rapporter ; mais les propriétés étant une Loi des hommes , elles n'ont pu s'établir que pour le bonheur commun , & elles ne peuvent subsister qu'autant que la Société leur prête de la force. Ainsi , s'il eût été possible que la propriété eût trouvé sa convenance dans la destruction ou la diminution de l'espèce humaine , jamais les hommes n'auroient consenti à une telle Loi.

Il ne seroit pas impossible que les terres d'un Royaume contenant vingt millions d'hommes , fussent partagées entre dix mille ou mille Propriétaires. *Cette terre est à nous* , diroient les uns , *nous ne voulons ni l'ensemencer , ni céder ses fruits , si nous la cultivons : cette vie est à nous* , diroient les autres , *nous voulons la conserver* , & toutes les Lois de propriété seroient détruites. Ce qui fait leur force & assure leur stabilité , c'est qu'elles sont contenues par la nature des choses dans des bornes raisonnables , c'est que les Propriétaires ont besoin des autres hommes pour jouir de leurs propriétés ; c'est que ces propriétés elles-mêmes ne sont pas le gage certain d'un plus grand bonheur.

Comment les Propriétaires de terre ont intérêt à la Population.

Si les besoins physiques n'avoient point de bornes , moins il y auroit d'hommes sur le terrain qu'ils pouroient cultiver , plus ils auroient de jouissances. Mais la subsistance journalière étant

marquée par la nature , tous les fruits que la terre donne à son Propriétaire au-delà de ses besoins , ne tournent à son bonheur qu'autant qu'il peut les échanger contre les services de ses semblables. Or , dans l'état de Société , nul homme , hormis le Propriétaire , n'étant nourri qu'en échange d'un travail agréable à quelqu'un , la multiplicité des hommes annonce toujours celle des jouissances ; & la population s'arrête d'elle-même , lorsqu'elle excède la somme des subsistances.

Les hommes salariés sont les seuls qui ont intérêt à ce qu'il y ait moins de monde dans une Société , car tout ce qu'ils ont , c'est de la force ; tout ce qu'ils peuvent vendre , c'est du travail. Ainsi , plus leur nombre seroit petit , plus les Propriétaires seroient obligés de les ménager. Mais ces mêmes salariés desirent d'avoir des enfans & de les nourrir ; ainsi , en même temps que la population nuit à leur aisance , chacun d'eux met son plus grand bonheur à concourir à cette même population.

Comment les Richesses réunissent le bonheur & la force.

J'entends par les richesses le produit du travail. Elles contribuent toutes au bonheur , en multipliant les jouissances , & elles augmentent la force par leur faculté d'être échangées contre les services des Etrangers , ou contre les subsistances qu'ils possèdent , & avec lesquelles on augmente sa propre population.

Différences entre les Richesses & la Population.

Si le même nombre d'hommes , dans des cir-

constances différentes, peut augmenter inégalement les richesses, ces richesses ne font pas toujours l'effet de la population.

Certains pays du Nord, contrariés par leur climat, par leur sol & par leur situation, n'auront jamais de richesses, tandis que les autres Nations de l'Europe sont appelées à les augmenter sans cesse.

Sources de la Population & de la Richesse.

L'Agriculture, les Métiers, les Arts, les Manufactures, le Commerce & les Institutions d'une sage Administration.

AGRICULTURE.

PLUS il y a des subsistances, plus il y a d'hommes. L'Agriculture fait naître & multiplie ces subsistances; elle est donc la source essentielle de la population ?

MÉTIERS, ARTS ET MANUFACTURES.

L'AGRICULTURE suffiroit pour la population, si les fruits de la terre étoient recueillis en commun, & partagés également; mais par l'effet des Lois de propriété, une grande quantité de subsistances s'accumulant dans les mêmes mains, & l'homme ne donnant rien pour rien, ces subsistances qu'il possède & dont il peut disposer à son gré, ne deviendront la nourriture de ses compatriotes, qu'autant que leurs services lui seront plus agréables que ceux des Etrangers. Ainsi, tous les travaux de l'industrie qui offrent aux Propriétaires des échanges attrayans, concourent à la population, en arrêtant dans la Société les subsistances dont ces Propriétaires sont les

les maîtres , & en excitant leur émulation & leur activité par la multiplication & la proximité des jouissances qu'ils peuvent obtenir contre les fruits de leur terre.

Ces travaux d'industrie concourent encore plus particulièrement à la population , lorsqu'ils plaisent aux autres pays , & forment un objet d'échange , avec lequel les Propriétaires peuvent acquérir les productions étrangères , sans payer en subsistances.

Enfin , ces mêmes objets d'industrie peuvent devenir un moyen d'acheter les subsistances des autres Nations , & alors elles élèvent la population à son plus haut période.

C O M M E R C E .

LES Propriétaires des fruits de la terre veulent les échanger contre des jouissances. Les hommes sans propriétés veulent échanger leur travail contre des subsistances. A mesure que ces échanges se sont multipliés dans la Société , une classe d'hommes s'en est occupée plus particulièrement , & on les appela des Marchands. Dans cette simple fonction , ils contribuoient déjà à la population , puisqu'ils rapprochoient des Propriétaires les objets qui pouvoient leur plaire , tandis qu'ils faisoient circuler les denrées de nécessité , en proportion des besoins qu'ils observoient & qu'ils prévoyoisent.

Le service des Marchands devint plus grand , lorsqu'ils joignirent à la qualité d'agens dont nous venons de parler , celle de Propriétaires considérables ; ce qui leur donna les moyens d'entretenir sans cesse l'industrie , en se chargeant de nourrir les ouvriers , & de garder les fruits de

leur travail, jusqu'à ce qu'il se présentât des acheteurs. Cette espèce d'entrepôt entre les mains des Marchands dut rendre le travail constant & uniforme, & fomenter la richesse.

Enfin le Commerce de Nations à Nations étendit encore la fonction des Marchands, qui, lorsqu'ils s'appliquèrent à cette branche d'échange, furent appelés plus communément des Négocians.

Influence de la science du Commerce extérieur sur la Population & les Richesses.

Si une espèce de drap vaut trente setiers de bled dans un pays, & trente-cinq dans un autre, ou seulement si elle en vaut trente dans un temps & trente-un dans un autre, on voit que, dans l'hypothèse la plus simple, la science du Négociant contribue à augmenter la population ou la richesse; & ce que je dis du troc d'un objet d'industrie contre des subsistances, s'applique également à d'autres échanges.

On a voulu détruire cette vérité dans des livres modernes, sur le fondement que le Négociant combat avec la même activité pour son intérêt contre ses Compatriotes & contre les Etrangers; cela est sûr: Mais il n'en est pas moins vrai qu'en même temps qu'il desire d'acheter à bon marché chez lui, il veut vendre cher aux Etrangers; & que lorsqu'il cherche à tirer un haut prix des marchandises étrangères, il avoit auparavant appliqué tous ses soins à les obtenir à bon marché. Ainsi, quoique son intelligence travaille pour ses intérêts envers & contre tous, il n'est pas moins vrai qu'en les soignant, il favorise ceux de son pays. Ce bienfait n'est

pas l'effet de la volonté des Négocians, mais le résultat de leur convenance, & ce sont les bienfaits de la meilleure espèce dans l'ordre social.

Richesses comparatives entre les Nations.

L'étendue d'un pays, sa situation, la nature de son sol, l'industrie de ses habitans, & leur intelligence dans le commerce; voilà les causes de la différence des richesses entre les Nations.

Influence de l'inégalité des Richesses sur la force, par le moyen des échanges.

Si deux pays inégaux en richesses, demeureroient isolés & sans communication, il ne résulteroit de ces richesses qu'une inégalité de jouissances, qu'on pourroit estimer à son gré; mais ces mêmes richesses se convertissent, par les échanges, en supériorité de force.

Quand une Nation troque le produit d'un de ses arpens contre celui de dix arpens d'un autre pays, quand elle échange le travail d'un de ses hommes contre celui de dix Etrangers, il est sûr que plus elle fait d'échanges pareils avec une autre Nation, plus elle acquiert d'avantages sur elle.

Pourquoi, dira-t-on? car ces deux Nations n'auront échangé qu'une valeur contre une valeur égale; l'une estimoit autant ce qu'elle recevoit, que ce qu'elle donnoit. Cela n'est pas douteux. Telle est la condition inséparable de tout échange libre; mais de ces trocs égaux en opinion, il ne résulte pas moins une inégalité réelle.

Comparons en effet deux Sociétés A & B,

ayant un million d'ouvriers chacune , & pour rendre cette comparaison sensible , supposons que A , l'une d'elles , obtint toujours le travail de dix ouvriers de la Société B , contre le travail d'un des siens ; alors la Société A , avec cent mille de ses ouvriers obtiendrait le travail entier de la Société B. Ces deux Sociétés n'auront fait ensemble qu'un troc égal en opinion , j'en conviens ; mais il resteroit en superflu à la Société A , le travail de neuf cent mille ouvriers , & voilà la supériorité établie ; car avec cet excédent de travail , la Société A pourra augmenter sa population , en achetant les subsistances de la Société B , ou celles d'un autre pays.

Il est donc clair qu'il y a une différence de richesses qui se termine en force par les échanges.

Influence du Souverain sur la Population & les Richesses.

Chacun sent en général l'influence de la douceur du Gouvernement & des bonnes Lois sur le bonheur des hommes , bonheur qui les fixe dans leur Société , & qui attire des bouts de l'Univers de nouveaux Habitans. Comme un port dans une mer orageuse , un bon Gouvernement rassemble autour de lui les débris de la liberté opprimée , de l'industrie contrariée , & du commerce méprisé.

C'est sans contredit la plus noble manière d'enrichir un pays & d'augmenter sa puissance. Je ne m'arrêterai pas sur ces rapports bienfaisans entre le Prince & ses Sujets , rapports dont l'harmonie assure la confiance & la félicité ; plusieurs excellens Livres en ont tracé les principes , & d'ailleurs la voix de la Justice est tellement

distincte, qu'il suffit d'inviter les Souverains à lui prêter l'oreille; mais il leur est bien plus aisé de s'égarer sur les principes de l'administration économique, & leurs erreurs à cet égard sont d'une grande importance.

C'est par le travail que les hommes produisent les richesses; un très-grand nombre d'institutions souveraines peuvent le contrarier ou le favoriser; parcourons celles qui sont le plus susceptibles de contradictions ou d'obscurités.

LOIS PROHIBITIVES.

ON entend par Lois prohibitives celles qui défendent la sortie de quelques productions nationales, ou qui interdisent l'entrée de quelques marchandises étrangères, & les obstacles qu'on apporte à cette introduction ou à cette exportation par de gros droits, sont également partie des Lois prohibitives. Ces Lois sont fort délicates à déterminer, parce qu'elles doivent tenir la balance entre le bonheur & la force.

Il faut pour le bonheur des Propriétaires qu'ils puissent jouir à leur gré de leur fortune, & faire venir des pays étrangers tout ce qu'il leur plaît.

Il faut pour la population & la force d'un pays, que les Propriétaires emploient toutes leurs subsistances superflues à nourrir leurs compatriotes; le Souverain concourt à ce but par la prohibition de quelques marchandises étrangères, puisque cette interdiction donne plus de faveur aux objets de l'industrie nationale.

C'est entre ces deux principes contraires, l'un indiqué par le bonheur des Propriétaires, & l'autre, par la force publique, qu'ont été établies & modifiées les Lois prohibitives qui existent

dans les différens pays de l'Europe. On a tort, ce me semble, de les envisager comme des institutions ignorantes & barbares ; ce sont des Lois de Société , semblables à tant d'autres qui représentent un sacrifice fait en faveur de la puissance nationale , & une prime payée par le bonheur pour assurer sa conservation.

L'art de l'administration dans la modification des Lois prohibitives , consiste à rendre ce sacrifice insensible , ou à le proportionner avec sagesse aux circonstances.

Il seroit dur & contraire à l'esprit social de défendre dans un pays l'entrée des biens étrangers dont il est privé , lorsque ces biens contribuent essentiellement au bonheur de la vie. Si la France défendoit le tabac , les thés , les épiceries ; si l'Allemagne prohiboit le sucre & le café , ce seroit imposer sans nécessité des privations austères & désagréables ; mais il est sage de défendre ou de contrarier par des droits l'entrée des Manufactures qu'on peut établir dans son pays ; car le bonheur ne souffre point de ce qu'on empêche en France l'introduction des draps d'Angleterre , tandis qu'on en fabrique en France qui sont à peu-près semblables ; & ce que je dis des draps s'applique à mille autres objets.

S'il en étoit même qu'on ne pût pas imiter chez soi , mais qui ne contribuassent ni aux plaisirs des sens , ni à la commodité , & qui n'excitassent la fantaisie des Propriétaires qu'à titre de luxe & de distinction , il n'y auroit aucun inconvénient à en contrarier l'entrée ; car la vanité ayant mille moyens de se satisfaire , lui en ôter un , n'est pas une privation sensible.

Il faut encore observer ici , que lorsqu'on dit

que les Loix prohibitives mettent quelquefois la force en contrariété avec le bonheur , c'est toujours du bonheur des Propriétaires dont on parle ; car le bonheur des salariés est toujours favorisé par ces Loix , puisqu'elles multiplient les occupations , en protégeant les Manufactures nationales.

Loix prohibitives inapplicables à certains objets.

Les Loix prohibitives ne doivent s'exercer qu'à l'entrée du Royaume ou des Villes. Toutes celles qui obligent à des inquisitions dans les maisons , sont une violation de la liberté domestique ; ainsi , les Loix prohibitives sont très-difficilement applicables aux marchandises de petit volume , tels que les diamans & d'autres objets qu'on peut facilement faire entrer en fraude ; la défense pure & simple de porter telle ou telle parure , est aussi une Loi odieuse , parce qu'on ne peut prouver la contravention que par des accusations formées dans le sein de la vie privée , moyens toujours révoltans.

Loix prohibitives chez une Nation riche.

Il est remarquable que les Nations les plus favorisées par la nature ; ont tout à la fois moins de motifs pour établir des Loix prohibitives , & plus de moyens pour le faire sans inconvénient.

Elles ont moins de motifs pour en établir , parce qu'ayant plus de ressources pour s'enrichir , elles peuvent être moins sévères dans leurs institutions économiques.

Elles peuvent en établir avec moins d'inconvéniens que d'autres , parce que la Société qui

présente à ses citoyens le plus grand nombre de jouissances , court le moins de risque à leur imposer quelques privations.

C'est par un effet de cette dernière considération , que l'Angleterre qui retient ses Habitans par les douceurs de la liberté , s'est permis d'interdire au plus grand nombre d'entr'eux l'usage du vin , en le chargeant de droits excessifs ; si le Gouvernement de cette Nation changeoit , on seroit peut-être obligé d'adoucir cette Loi. En général , c'est le peuple qui a les Lois prohibitives les plus sévères & les plus étendues ; j'ai vu relever cette circonstance comme une contradiction avec l'amour de la liberté qui règne en Angleterre ; mais il me semble au contraire que c'est parce que les Anglois mettent un prix infini à leur liberté politique , qu'ils se prêtent sans répugnance aux Lois prohibitives qui assurent la conservation de cette liberté en augmentant la richesse nationale.

La France qui retient ses Habitans par la fécondité variée de ses productions , par un climat agréable , par une situation avantageuse , par la douceur de la Société , & par la réunion de tous les Arts agréables , pourroit aussi porter plus loin qu'une autre Nation ses Lois prohibitives ; mais elle en est dispensée par ces mêmes circonstances , qui , en augmentant ses ressources , lui permettent d'être moins circonspecte dans ses précautions.

Lois prohibitives chez une Nation pauvre.

Les pays qui par leur sol & leur situation ont très-peu d'objets de luxe & de commodité à présenter en échange aux autres Nations , en sont

d'autant plus obligés d'avoir des Lois prohibitives. Il y a tel pays du Nord , qui , par ses productions particulières , ne peut pas se procurer les denrées de seconde nécessité que desireront les Propriétaires , telles que le vin , l'eau-de-vie , le sucre & le café. Si le Souverain ne combattoit pas autant qu'il est possible , les objets de luxe étranger , son pays ne pourroit achever de payer qu'en subsistances ; sa population diminueroit , & nulle richesse ne s'y amasseroit. Chez de telles Nations , on est souvent obligé d'étendre les prohibitions , jusqu'à défendre aux gros Propriétaires de terre de rester long-temps hors de leur pays ; & cette défense qui paroît une institution du despotisme , n'est qu'une Loi de pauvreté : ce n'est pas l'éloignement de la personne qui déplaît au Souverain , c'est la consommation des revenus dans un pays étranger.

Les pays pauvres n'ont presque jamais de gros Propriétaires de richesses mobilières ; ainsi ils risquent moins en établissant des Lois prohibitives. L'austérité de ces Lois ne sauroit éloigner les Propriétaires & les Cultivateurs des terres ; ils sont retenus par le sol : & c'est aussi par ce motif que la tyrannie est beaucoup moins contraire à la puissance dans ces pays-là , que dans ceux qui ont besoin d'arrêter dans leur sein de grandes richesses mobilières.

Objection générale contre les Lois prohibitives.

Entre les personnes qui déclament avec exagération contre les Lois prohibitives , il en est qui les attaquent comme une barbarie entre les hommes qui devroient se traiter en frères , & se communiquer réciproquement & sans con-

trainte les productions qui leur sont particulières. Cette morale est très respectable ; mais toute Société est aussi distincte d'une autre, qu'un homme l'est d'un autre homme. On leur prêcherait inutilement aux uns & aux autres l'abandon d'eux-mêmes & la communauté des biens ; ils chercheront dans toutes les occasions à faire valoir leurs avantages, & l'on doit se borner à convaincre les Princes que leur puissance est presque toujours un effet du bonheur public.

Objection plus particulière contre les Lois prohibitives.

Un pays ne peut acheter qu'autant qu'on reçoit ses propres richesses en paiement ; ainsi refuser d'acheter de lui, c'est refuser de lui vendre, c'est détruire le Commerce.

Ce raisonnement pourroit être juste, si un pays ne pouvoit payer qu'avec ses Manufactures ; encore faudroit-il examiner quel intérêt on auroit à lui vendre pour n'être payé qu'en objets dont on peut se passer, ou qui contrariroient des établissemens intérieurs.

Mais ce qu'il importe le plus d'observer, c'est qu'un pays peut payer non-seulement en travaux d'industrie, mais encore en subsistances, ou en argent qui représente le pouvoir d'en acquérir par-tout.

Ainsi, moins une Société achètera d'objets d'industrie étrangère, plus elle aura de moyens pour obtenir en échange de la sienne, ou des subsistances, ou de l'argent, seules fins de Commerce, qui augmentent la population & la richesse, tous les autres échanges n'étant qu'un troc de jouissances.

Effet de l'abolition des Lois prohibitives.

Une Académie distinguée avoit proposé pour question, il y a quelque temps, d'examiner quel seroit l'effet de l'abolition des Lois prohibitives à l'égard de la Nation qui les abrogeroit la première ?

Si les principes que nous avons développés, étoient justes, cette question ne seroit pas le sujet d'une longue dissertation.

Une Société qui laisseroit entrer toutes les productions de l'industrie étrangère, tandis que les autres Nations continueroient à interdire l'introduction des siennes, seroit peu-à-peu obligée de payer en subsistances ou en argent, ce qu'elle demanderoit aux Etrangers, bientôt ses richesses & sa population diminueroient. Ce que nous venons de dire, dans une hypothèse absolue, telle que l'interdiction totale des marchandises d'un pays, jointe à la libre introduction dans ce même pays de toutes les marchandises étrangères, s'appliqueroit proportionnellement aux hypothèses mixtes & tempérées.

Mais lorsqu'une Nation vous propose de laisser entrer chez elle une partie de vos objets d'industrie, à condition que vous permettiez l'introduction chez vous d'une partie des siens, il faut y consentir, si la chance d'acheter ou de vendre paroît à-peu-près égale; car tout échange, étant l'accomplissement d'un désir réciproque, il seroit dur & déraisonnable d'y mettre obstacle, quand la force nationale n'y paroît pas compromise.

Mais il est rare qu'entre deux Nations industrielles, l'entrée réciproque d'une Manufacture

semblable puisse être établie. L'une d'elles craindra toujours que l'intelligence ou l'activité supérieure de l'autre ne fasse tomber sa Manufacture ; elle fera bien alors de la soutenir par une Loi prohibitive , & l'autre aura raison de lui rendre le change.

Les Nations pauvres ont toujours besoin de veiller sur leurs Lois prohibitives. Les Nations favorisées par la nature en ont établi quelquefois avec raison pour exciter l'intelligence de leurs habitans ; mais quand ces dernières sont parvenues à déployer toutes leurs forces , elles devroient désirer que tous les Etats , d'un commun accord , abolissent ces Lois. C'est le cas de la France ; elle y gagneroit sûrement. Mais tant que les autres pays maintiennent leurs Lois prohibitives , il est sage & politique d'observer une juste réciprocité dans tous les objets qui n'intéressent pas les jouissances.

Lois qui défendent la sortie de certains objets.

Une Nation défend communément la sortie des outils des Manufactures qui lui sont propres ; & quand elle possède seule une matière première , susceptible d'être travaillée & qui excite l'envie générale , elle peut ordonner que l'exportation n'ait lieu , qu'après que la matière aura été fabriquée , afin d'augmenter le travail chez elle , & ses droits sur la puissance des autres Nations ; mais il est bien peu de circonstances où l'on puisse faire de pareilles Lois , parce que , pour les objets d'un besoin indispensable , il y a presque toujours des concurrens , ou du moins des raisons qui empêchent de dicter la Loi.

EXPORTATION DES BLEDS.

La défense d'exporter les bleds étant une des principales Lois prohibitives, quelques réflexions à cet égard, trouvent ici leur place naturellement.

Par l'attrait que la nature a mis entre les sexes, par l'amour qu'elle inspire aux parens pour leurs enfans, la population iroit sans cesse en augmentant, si elle n'étoit arrêtée par le défaut de subsistances, ou par des passions & des calamités destructives.

Avec du pain, un habit grossier & un lit dans une cabanne, un homme vit avec sa compagnie; & ils peuvent même jouir d'un bonheur égal à celui de tous les autres membres de la Société: tant la vigueur des sens équivaut à la variété des jouissances, & la tranquillité de l'esprit aux convulsions de l'orgueil & de la vanité!

D'après ces considérations, il n'est aucun Souverain qui ne doive gémir, lorsque les grains, qui forment la principale subsistance, sortent habituellement de son Royaume; ce sont des hommes qui s'en vont, c'est une portion de la force publique qui s'évanouit. Sa douleur doit être encore plus grande, s'il réfléchit que l'homme qui feroit nourri par ces grains exportés, ne demanderoit pas à recevoir cette subsistance pour rien, mais qu'il offriroit son travail en échange, & qu'ainsi la propriété trouveroit également dans cet emploi de ses subsistances superflues, un accroissement de jouissances.

Développons davantage ces réflexions en les appliquant à différentes Nations.

Exportation des Bleds chez les Nations naissantes.

Chez les Nations naissantes, telles que celles qui se forment aujourd'hui sur le Continent de l'Amérique, l'exportation des grains doit être nécessairement libre. La culture s'étendant plus rapidement que les Arts & les Manufactures ne s'établissent, ce seroit la décourager, ce seroit interdire aux Propriétaires la jouissance de leurs subsistances surabondantes, que de ne pas leur permettre de les échanger contre les commodités que fournissent les pays où l'industrie est plus avancée; car il faut du temps avant que le travail des Nations naissantes puisse présenter d'autres objets d'échange que les produits les plus simples de la terre.

Exportation des Bleds chez les Nations pauvres.

Les Propriétaires de terres, qui sont presque les seuls qui existent chez une Nation pauvre, doivent désirer l'exportation constante des grains, parce qu'ils ne trouveroient guères d'autres moyens pour acquérir les productions étrangères qu'ils envient. C'est au Représentant de la Société d'examiner jusqu'à quel point il doit sacrifier la population aux plaisirs de la propriété, & jusqu'à quel point il faut la contenter pour exciter la culture. Ce seroit peut-être une politique bien entendue dans de pareils pays, que de tourner le luxe des Grands vers le nombre des Serviteurs; ce luxe n'exigeroit pas l'exportation des subsistances, &

allieroit la force publique à la vanité particulière. Il seroit à souhaiter enfin que dans les pays pauvres la propriété des terres fût extrêmement divisée, afin que peu de personnes fussent dans le cas d'avoir un grand superflu, & d'ambitionner les objets de faste qu'il faut chercher au dehors ; mais c'est précisément dans les pays du Nord qu'on voit les plus gros Propriétaires de terre. Si on ne leur permettoit pas l'exportation des grains, peut-être négligeroient-ils la culture ; & il faut alors corriger un grand inconvénient par un moindre.

Exportation des Bleds chez les Nations riches.

S'il étoit un pays qui eût des Colonies à nourrir ; qui par l'intelligence de ses Habitans eût toute sorte d'établissmens d'industrie ; qui par sa situation fût à portée de tous les commerces ; qui eût une grande partie de ses terres employées en vignobles, en parcs, en chemins fastueux, en prairies destinées à nourrir une multitude prodigieuse de chevaux, soit pour le luxe & la commodité, soit pour transporter des extrémités du Royaume à une Capitale immense tout ce qui peut satisfaire les besoins & les fantaisies de ses Habitans ; s'il étoit, dis-je, un tel pays, il seroit bien extraordinaire qu'il pût désirer le commerce d'exportation des grains. Quelques réflexions simples le feront sentir davantage.

Il n'est que trois sortes de richesses ; les denrées de première nécessité, qui sont les sources de la vie, & le germe de nouveaux hommes.

Les objets d'industrie, qui sont le fruit du travail, & qui satisfont le faste & la commodité.

L'argent enfin , qui représente le pouvoir d'acquiescer toutes les autres richesses.

Or , lorsqu'un pays , par le seul échange de ses productions de luxe & de ses objets d'industrie , peut obtenir non seulement toutes les marchandises étrangères qu'il desire , mais encore de très-grosses sommes en argent , pourquoi souhaiteroit-il de vendre des grains ? Pour avoir encore plus d'argent , dira-t'on. Mais il en auroit peut-être autant , en nourrissant des hommes & vendant leur travail. D'ailleurs , cet argent , tant qu'il est resserré dans une Société , n'est ni une jouissance ni une force ; il ne se convertit en puissance , qu'autant que la Nation qui le possède , le destine à acheter au dehors le service des hommes : mais pourquoi diminuer sa propre population pour obtenir un tel avantage ? Les hommes sont une puissance encore plus sûre que l'argent , parce qu'il faut le concours des Etrangers pour le convertir en force par les subsides. D'ailleurs , quelque somme d'argent qu'il y ait dans un pays , il ne contribue à la défense publique que par la voie des contributions , & il s'enfuit ou se cache dès que le Souverain en demande une trop grande part. Il semble donc que dans un pays riche , l'exportation des grains ne doit avoir lieu qu'accidentellement , lorsque des récoltes extraordinaires & surabondantes ont procuré un superflu certain , lorsqu'une guerre étrangère éloigne tout-à-coup plus de cent mille Habitans , & laisse libres leurs subsistances , ou lorsqu'enfin quelques calamités ont diminué la population.

Ainsi , dans un tel pays , une sage administration ne doit pas faire une Loi permanente
pour

pour ou contre la fortie des grains. Elle doit permettre qu'on exporte le superflu ; mais elle doit desirer que la population dispense d'en avoir habituellement ; elle doit en même tems prévenir ces disproportions qui font souhaiter à une portion des citoyens l'exportation des bleds , par des raisons qui leur sont particulières , & qui ne tiennent pas au bien général. Les impôts qui ne sont pas proportionnés aux prix des grains , & qui empêchent que les Propriétaires de terre n'aient un bénéfice suffisant ; les rigueurs dans la perception , qui pressent les petits Propriétaires de vendre à une certaine époque ; les gênes mal entendues dans le Commerce , qui empêchent que les moyens des hommes qui peuvent attendre , ne suppléent aux besoins journaliers de ceux qui sont pressés de réaliser ; toutes ces circonstances font souvent invoquer avec raison l'exportation des bleds comme un remède nécessaire à un défaut d'organisation. Mais , aux yeux d'un grand Administrateur , ce ne sont que des circonstances partielles auxquelles il importe de remédier , mais jamais , s'il se peut , par le sacrifice des principes qui produisent la richesse & la population : car c'est à l'administration à ne pas confondre l'exportation des grains , avec l'importance de l'Agriculture , & à sentir qu'un setier de bled , consommé par un homme de la Nation , en échange de son travail , peut encourager la culture des terres , comme ce même setier échangé contre le travail d'un Etranger ; mais cette administration doit féconder sans cesse les établissemens utiles & agréables qui peuvent tenter les Propriétaires , & leur offrir des échanges contre les subsistances superflues qu'ils possèdent.

*S'il est possible d'établir par une Loi permanente
les conditions de la libre exportation
des Grains.*

Les hommes aiment à être gouvernés par une institution fixe & constante dans tous les rapports qui les lient avec la Société, & ils ont raison ; mais, comme il est peu de principes généraux qui ne soient susceptibles de quelque exception, il seroit possible que l'exportation des bleds ne pût pas être déterminée avec sagesse par une Loi permanente.

Les grains dans deux circonstances différentes, sont une marchandise absolument dissemblable.

La somme de bleds, proportionnée à la population, est presque aussi nécessaire que l'air.

Le bled qui excède & les besoins d'une année, & la provision de précaution pour la suivante, est la plus inutile de toutes les marchandises, parce que la subsistance de l'homme est marquée par la nature.

Mais quoique rien ne soit plus dissemblable que le bled nécessaire & le bled superflu, la ligne qui les sépare est très-difficile à trouver, & encore plus difficile à marquer par des signes certains dans une Loi permanente ; & comme la Loi est obligée de s'expliquer d'une manière simple, elle ne pourroit guères établir, pour règle, que le prix ; mais le prix lui-même ne peut être une règle fixe, pour marquer le point où finit la sortie du superflu, où commence celle du nécessaire. (Voyez l'Eloge de COLBERT, pag. 39.)

D'un autre côté, abandonner une affaire aussi importante que l'exportation des bleds aux ha-

fards de la liberté du Commerce; compter qu'elle aura toujours l'art de rapporter au moment précis du besoin le nécessaire qu'elle aura fait fortir; espérer enfin que les Lois prohibitives des autres Nations répondront par leur condescendance à nos propres convenances; c'est avoir une bien haute idée du résultat d'une infinité de combinaisons personnelles inspirées par l'ignorance & la cupidité, aussi souvent que par l'intelligence.

Rien n'est donc plus difficile que de soumettre à une Loi durable les conditions de l'exportation des bleds; & il faut bien que cette difficulté ait été généralement sentie, puisque dans tous les pays de l'Europe, l'on permet ou l'on défend la sortie des grains, selon les circonstances. Cette manière a sans doute aussi ses inconvéniens, sur-tout dans les pays où une seule personne décide des plus grands objets: mais quand on critique une méthode, il faut toujours voir les inconvéniens attachés à l'autre. Quoi qu'il en soit, quand l'administration se réserve de manifester chaque année les intentions du Souverain sur la sortie des grains, il devient bien important qu'elle mette tout en usage pour avoir une connoissance aussi exacte qu'il est possible de la population & du produit des récoltes, afin qu'en comparant ces deux grandes circonstances, elle puisse être sûre des proportions qu'elle cherche. Il convient, ce me semble; qu'il y ait dans un Royaume, non seulement une quantité équivalente aux besoins de l'année, mais encore une provision qui puisse suppléer aux hasards de la récolte suivante. Ces précautions prises, il faut non seulement permettre par une Loi

publique la sortie de l'excédent, en désignant la quantité; mais il faut encore exciter dans l'intérieur la plus libre circulation: car la spéculation ne peut alors tomber que sur la partie qui excède les besoins de l'année; spéculation excellente pour la Société, puisqu'elle tend à soulager ceux qui sont pressés de vendre, par l'assistance de ceux qui peuvent garder. Mais quand les spéculations portent sur les portions d'un tout qui est à peine équivalent au nécessaire, ces spéculations, lorsqu'elles ne sont pas contenues dans des bornes raisonnables, peuvent occasionner une hausse ou une rareté plus ou moins dange-reuse.

I M P Ô T S.

L'impôt est la contribution des citoyens aux besoins de la Société. Cette contribution peut avoir lieu en travail, ou en subsistances, ou en d'autres richesses, ou en argent enfin, qui les représente toutes.

La nature des impôts, & les dépenses qui les occasionnent, ont une grande influence sur le travail, & par conséquent sur les richesses nationales dont il est la source.

Si le Souverain use de sa force pour prélever une grande somme de subsistances, ou d'autres biens représentés par l'argent, & qu'il les applique à nourrir des hommes oisifs, ou dévoués à un service inutile, il contrarie les Propriétaires & les hommes industrieux dans leurs jouissances, & il diminue la quantité du travail productif, parce que ces subsistances, ou cet argent que les Propriétaires payent au Souverain pour les impôts, auroient été appliqués par eux en partie à

un travail qui eût accru les richesses nationales.

Enfin, si les impôts qui sont établis pour satisfaire aux dépenses publiques, obligent par leur complication, à entretenir une grande quantité d'hommes employés uniquement à les percevoir, la somme du travail utile est encore diminuée.

La détermination de l'impôt par la Loi, & jamais par l'autorité, est une des principales conditions qu'exige le bonheur ; l'autorité transmise de subalternes en subalternes, entraîne toujours le caprice, la préférence & la partialité ; & comme les hommes se désespèrent quand ils éprouvent une injustice dont ils ne peuvent pas se venger, il faut les préserver du tourment de la soupçonner, ou de la craindre.

Deux sortes d'Impôts.

Il y a deux sortes d'impôts, les uns sur les productions, les autres sur les consommations.

Les impôts sur les productions se prélèvent sur les fruits même de la terre en raison des récoltes, ou d'une manière fixe, en raison d'un revenu annuel qu'on présume.

Les impôts sur les consommations se perçoivent communément au moyen des Douanes établies, les unes aux entrées du Royaume, les autres aux entrées des Villes.

Impôts sur les productions.

Les impôts sur les productions sont les plus naturels & les plus faciles à percevoir ; & ils le feroient encore davantage s'ils étoient établis sur l'arpent de terre, & non sur une opinion arbitraire & variable de sa valeur.

Impôts sur les consommations.

Les impôts sur les consommations ne sont en général qu'une répétition des impôts sur les productions. Il est égal au consommateur que le prix d'une denrée soit renchéri par l'impôt payé lors de sa production, ou par l'impôt qu'on lui demande lorsqu'il achète cette denrée.

Mais l'identité de ces deux genres d'impôts, n'existe pas toujours lorsqu'il est question d'objets d'industrie.

Supposons un impôt établi sur le prix de toutes les marchandises qui entrent dans une ville.

Il y aura tel objet commun d'industrie dont le prix ne représentera que le prix de la matière première, plus le prix des productions de la terre, consommées ou par l'ouvrier qui a fabriqué cette matière, ou par ceux qui lui ont fait un habit, des bas, &c. alors l'impôt sur l'entrée de cet objet d'industrie, peut être remplacé parfaitement par un impôt sur les productions de la terre, puisqu'il est égal au Souverain de percevoir 3 liv. sur un chapeau valant 12 livres, ou de percevoir 3 livres sur les 12 livres de productions de la terre qu'ont consommé les ouvriers qui ont fabriqué le chapeau.

Mais s'il y a des objets d'industrie dont le prix n'est pas employé en entier en productions de la terre, alors l'impôt sur ces objets sera un impôt distinct de l'impôt général sur les productions.

C'est cependant ce qui arrive lorsque le Marchand ou l'Artiste thésaurisent ou envoient dans l'Etranger une partie du prix en argent qu'ils ont reçu.

Or, il ne faut pas perdre de vue qu'une multitude d'hommes convertissent toute l'année le prix de leur travail, non en jouissances, mais en simple faculté d'acquérir des jouissances, faculté représentée par l'argent; en sorte que le prix des ouvrages fabriqués annuellement par les hommes industrieux surpasse de beaucoup le prix des productions consommées annuellement par ces mêmes hommes, ou par ceux qui leur rendent des services.

Prouvons cette vérité par un autre exemple où nous ne supposons pas même une thésaurisation complète.

Un Artiste fait dans le courant d'une année des tableaux qu'il vend 50000 livres. Il en emploie 10000 à acheter des productions de la terre, ou à en procurer aux gens qui le servent, par le salaire qu'il leur donne, & les autres 40000 l. il les emploie à acheter des ouvrages de Mécanique.

Le Mécanicien qui a fait ces ouvrages, n'a dépensé que 10000 liv. pour les fabriquer & pour se procurer des jouissances pendant un an, & il lui reste 30000 livres qu'il emploie à acheter une tapisserie.

L'ouvrier de cette tapisserie n'a dépensé aussi que 10000 liv. pour la fabriquer & pour jouir, & il emploie les 20000 liv. restantes de quelque autre manière pareille à celle que nous venons d'exposer.

Sans pousser cette progression plus loin, il résulte :

Qu'au bout de l'année, il y a pour 120000 liv. d'objets d'industrie achetés & vendus, & existans dans la Société.

S A V O I R :

En tableaux. 50000 liv.

En ouvrages de Mécanique . . . 40000

En tapisseries 30000

Et cependant il n'y a que pour 30000 liv. de productions de la terre achetées :

S A V O I R :

Pour le Peintre ou pour ses Serviteurs 10000 liv.

Pour le Mécanicien 10000

Pour le Fabricant de tapisseries . 10000

Donc , dans cette hypothèse , il y auroit une grande différence entre l'impôt sur le prix des ouvrages d'industrie , ou l'impôt général sur les productions de la terre.

Ce raisonnement peut s'appliquer à beaucoup d'autres objets ; mais il suffit de faire concevoir qu'il n'est pas vrai que l'impôt sur la marchandise fabriquée , soit toujours une seule & même chose avec l'impôt sur les productions.

Inconvéniens des Impôts sur les consommations.

La perception des impôts sur les consommations , oblige à veiller sans cesse sur les frontières & sur les grands chemins ; il faut entretenir une multitude d'espions , de surveillans & de gardes ; ce sont autant d'hommes qui ne procurent ni des jouissances , ni des richesses permanentes ; ce qui diminue la puissance & contrarie le bonheur.

Enfin , ce genre d'impôt , en rendant la fraude facile , y fait tomber les uns par ignorance , y entraîne d'autres par avidité ; & il en résulte

des fautes qui avilissent les mœurs , & des punitions qui répugnent à l'esprit social.

Circonstances en faveur des Impôts sur les Consommations.

On exagère tout en se récriant contre les impôts sur les consommations ; il me semble qu'on n'a pas fait appercevoir les circonstances qui leur sont favorables.

On a dit de ces impôts qu'ils n'étoient qu'une tricherie & qu'un escamotage , parce qu'ils n'étoient qu'une répétition des impôts sur la production ; mais l'art de cacher aux hommes ce qui leur déplaît , n'est pas un art à dédaigner. L'imagination fait ses malheureux , comme la réalité ; je crois même que la liste des premiers est la plus grande.

C'eût été certainement une idée heureuse , que de vouloir adoucir les dehors impérieux & rebutans de l'impôt ; en le présentant sous la forme d'une contribution volontaire , proportionnée au désir que chacun auroit de dépenser. Il eût été ingénieux de donner ainsi à la loi de la nécessité , une apparence de liberté. Si donc un tel impôt étoit aussi simple & aussi facile à percevoir que l'impôt sur les productions , il seroit préférable.

Entre les divers impôts sur les consommations , ceux qui se payent sur les marchandises étrangères à l'entrée du Royaume , tiennent à la richesse nationale , ainsi que nous l'avons montré à l'article des Lois prohibitives.

Il est aussi quelques impôts à la sortie du Royaume , qui peuvent être fort raisonnables. Lorsqu'un pays a le bonheur de tenir de son

fol , ou de l'intelligence de ses habitans , une sorte de biens particulière , & qui sera nécessairement recherchée par les Etrangers , c'est leur faire payer une portion de nos dépenses de Société , que de mettre un impôt sur ces marchandises ; il ne faut pas croire que l'abolition de cet impôt pût tourner en entier au profit du vendeur national , & qu'ainsi la Société regagnât d'un côté ce qu'elle perdrait de l'autre ; car la valeur de cet impôt aboli , tourneroit en partie au profit de l'acheteur étranger , qui lutte contre le vendeur.

Tous les impôts sur l'exportation des objets qui ne sont pas particuliers à une Nation , ne sont ni sages ni politiques ; c'est se nuire à soi-même.

Enfin , les impôts aux entrées des grandes Villes , ont un objet d'utilité , puisqu'ils servent à tempérer l'attrait de leur séjour , en haussant le prix des consommations. Sans cette circonstance , la réunion des Arts & des Spectacles , la variété des événemens , & les chances de fortune que présente un grand tourbillon , entraîneroient tous les habitans d'un pays vers la Capitale , & le reste du Royaume ne contiendrait que des Laboureurs.

Je n'examinerai point ici si l'on ne pourroit pas trouver des impôts , qui , sans s'écarter du même esprit , prévienneroient les recherches aux entrées des Villes. Il n'entre dans mon sujet que d'examiner les avantages & les désavantages des impôts sur les consommations.

Enfin , j'ajouterai aux diverses considérations que je viens de présenter , que , quoiqu'il soit vrai que les impôts sur les consommations soient

souvent une espèce de répétition des impôts sur les productions , leur effet n'est cependant pas le même dans certaines circonstances.

Supposons que , par des besoins extraordinaires , ou par une masse considérable de dettes publiques , la somme des impôts soit immense , & qu'il en existe une moitié sur les productions & l'autre sur les consommations , il ne seroit point indifférent de les rejeter en entier sur les productions ; car cette opération , en élevant sensiblement le prix des premières substances , & celui de la main d'œuvre qui en est la suite , dérangeroit les rapports qui fondent notre commerce avec les Etrangers ; mais de plus les consommateurs nationaux , voyant la plupart des denrées & des marchandises beaucoup plus chères dans leur pays qu'au - dehors , seroient venir de l'Etranger tout ce qu'ils pourroient en tirer , & contrarieroit par cette rivalité la culture & l'industrie de leur pays.

Un homme riche ne peut pas se soustraire aux impôts établis sur les consommations , dans un pays où il vit ; mais il peut quelquefois éviter les impôts sur les productions , en faisant venir de l'Etranger les objets de sa consommation ; car les prohibitions ne peuvent y mettre obstacle que jusqu'à un certain point.

Il résulteroit donc peut-être de ces observations , que les impôts sur la consommation des denrées de nécessité , peuvent toujours être remplacés sans le moindre inconvénient , par une addition d'impôt sur la terre ; parce que les impôts sur des objets nécessaires à tous les individus , pauvres ou riches , constituent toujours le prix de la main-d'œuvre , soit qu'ils soient per-

çus en recueillant , ou en consommant. Mais les impôts sur les consommations particulières aux riches , sont dans un cas différent ; ils n'influent point sur les prix élémentaires des choses , & c'est une manière adroite de tempérer l'inconvénient des gros intérêts. Mais ces impôts sur la consommation ont pareillement un terme qu'il est important de ne point excéder , comme nous ferons dans le cas de l'observer en parlant de la dette publique.

L' A R G E N T.

A mesure que la fécondité de la terre & le travail des hommes multiplièrent les objets de leurs desirs , les échanges devinrent difficiles , & l'on eut besoin d'établir une mesure commune , à laquelle on pût rapporter tous les marchés. On choisit successivement différens objets pour remplir cette fonction ; mais insensiblement l'or & l'argent furent adoptés par la plus grande partie des Nations. La rareté , la beauté de ces métaux , & la faculté qu'ils ont d'être à la fois très-divisibles & non périssables , déterminèrent avec raison cette préférence.

Monnoies.

La division de ces métaux en portions égales , revêtues de l'effigie du Prince , qu'il étoit défendu d'imiter , rendit cette mesure des valeurs encore plus commode , chacun étant dispensé de peser cet or & cet argent , & d'examiner si ces métaux étoient purs & sans alliage.

Sources de l'Or & de l'Argent.

L'or vient principalement du Brésil , Colonie

Portugaise , & l'argent , de l'Amérique Espagnole. Ces métaux se répandent en Europe , en échange des productions ou des objets d'industrie des différens pays avec lesquels l'Espagne & le Portugal commercent. Il ne sort point d'or de l'Europe ; mais on envoie une grande quantité d'argent à la Chine & aux Indes , beaucoup moins cependant depuis que les Anglois ont acquis de vastes possessions dans les Indes ; ce qui leur permet de faire servir les impôts qu'ils y perçoivent à payer presque toutes les marchandises qu'ils exportent des Indes & de la Chine.

Double fonction des Monnoies.

Les Monnoies d'or & d'argent , dans un pays qui n'auroit aucune communication avec d'autres , ne seroient qu'un signe des valeurs , & une facilité d'échanger.

Ces Monnoies , dans un pays qui commerce avec d'autres Nations , sont en même temps des métaux généralement estimés , qui donnent le pouvoir d'acquérir les biens étrangers de toute espèce.

Ce sont ces deux qualités des Monnoies qu'il ne faut point perdre de vue , sans quoi l'on est facilement induit en erreur.

Monnoies considérées comme signes.

Les Monnoies , considérées comme signes ou mesure des valeurs , sont un instrument applicable uniquement à la commodité des marchés ; & sous cet aspect , les Monnoies sont une richesse captive & sans production. Plus la confiance est grande , plus la somme destinée à ser-

vir de gages peut être petite , & fans l'invention des lettres de change , qui ont dispensé de beaucoup de transports d'espèces , il faudroit encore plus d'argent pour exécuter les échanges.

En Angleterre , on supplée en grande partie à l'usage des Monnoies , par des billets de Banque , auxquels la foi publique est attachée. En d'autres endroits , on réduit d'une autre manière la somme du numéraire applicable aux marchés. A Lyon , par exemple , on y parvient en divisant tous les payemens en quatre époques de l'année , & en balançant alors les créances les unes par les autres. A Marseille enfin , on diminue le besoin des Manufactures , au moyen des compensations établies entre les Négocians par l'entremise des Courtiers , qui deviennent les débiteurs des uns , & les créanciers des autres.

Cependant à mesure qu'il y a plus d'argent en Europe , toutes les choses de la vie haussant de prix , il faut par conséquent une plus grande quantité de signes , ou de monnoies d'échange. Mais cette augmentation n'est pas proportionnée à la hausse des prix ; car on sent bien que la somme des signes n'est pas égale à la somme des achats & des ventes , vu que , par l'effet de la circulation , les mêmes Monnoies font plusieurs fois fonction de signes , non seulement dans une année , mais même dans un jour ; & plus cette circulation est rapide , moins il faut appliquer de Monnoies à ces opérations.

Monnoies considérées comme Richesses mobilières.

Quoique tout l'argent qui entre dans un pays ,

(III)

& qui s'y arrête plus ou moins longtemps, s'y convertisse en Monnoies courantes, il ne s'enfuit pas de cette conversion que cette augmentation annuelle de Monnoies soit nécessaire aux échanges; mais l'argent étant recherché comme un moyen d'acquérir, on préfère de le garder en Monnoies du pays où l'on vit, parce qu'on en peut disposer plus aisément, quand on veut l'échanger contre d'autres biens. Si l'argent que l'Espagne envoie chaque année dans les autres pays de l'Europe n'étoit applicable qu'à leur circulation intérieure, ce feroit une grande duperie de la part de ces Nations que d'échanger les productions de leur terre & les fruits de leur industrie contre une augmentation d'embarras dans leurs échanges; mais l'argent étant un métal estimé également par-tout, la somme de Monnoies qui excède la quantité nécessaire pour les échanges journaliers, devient une richesse active, qui peut servir à acquérir les autres biens de l'univers; & sous cet aspect, elle est la plus précieuse de toutes; elle se termine en population, par l'acquisition des subsistances des autres pays; elle se change en force, par les subsides; elle se convertit en jouissances, par l'acquisition des productions étrangères; & en attendant, cet argent est jouissance lui-même, en représentant sans cesse à son propriétaire la faculté d'acquérir.

Quelle Nation doit avoir le plus d'Argent.

Parmi les Nations qui n'auroient adopté d'autres signes des valeurs que l'argent, & où il régneroit une égale confiance, la Nation la plus favorisée par la nature auroit nécessaire-

ment le plus d'argent ; car les causes qui augmentent dans un pays toutes les richesses mobilières , y accroissent aussi la somme de l'argent.

Un pays , après avoir fourni aux autres l'objet de leurs desirs , leur demande à son tour tout ce qui convient à ses Propriétaires , & la somme des marchandises qu'il a fournies au-delà de celles qu'il a reçues , s'acquitte en argent.

Doit-on considérer l'Argent qui entre dans un Pays comme un profit de Commerce ?

On ne peut pas l'envisager de cette manière , parce que l'idée d'un profit emporte celle d'une perte existante ailleurs en même temps. Or , comme chaque année (sauf les événemens extraordinaires) il entre de nouvelles sommes d'argent dans tous les pays de l'Europe , ils gagneroient donc tous ; il n'en sort que du Portugal & de l'Espagne , & cette exportation n'est pas une perte pour ces Nations ; elle est l'échange naturelle & raisonnable d'une production stérile contre des jouissances.

Comment cependant l'entrée de l'Argent est un signe probable de prospérité.

L'augmentation de l'argent dans les différentes Sociétés , peut donner une idée de l'accroissement comparatif de toutes leurs richesses mobilières ; on ne peut pas calculer combien il s'accumule annuellement dans chaque pays , de tableaux , de diamans , de bijoux , ou d'autres richesses ; & le luxe n'étant pas le même par-tout , il n'est aucune autre richesse que l'argent,

gent, qui puisse donner une idée juste de toutes les autres; il représente le pouvoir d'acquiescer, forte de plaisir connu dans tout le monde.

Pourquoi l'Argent n'est qu'une mesure probable de la différence de prospérité entre les Etats.

Parce qu'on pourroit imaginer une hypothèse, où deux pays doués du même sol, de la même industrie, & dans les mêmes circonstances à tous égards, ne recevraient pas une même quantité d'argent.

Supposons, par exemple, dans l'une de ces deux Nations, un caractère singulier, éloigné des plaisirs d'imagination, & voulant sans cesse convertir l'argent en jouissances, il arriveroit que cette Nation ne conserveroit que la somme qui lui seroit nécessaire pour faciliter ses échanges, & qu'elle emploieroit constamment le surplus à acheter des biens étrangers.

Chez une telle Nation, toute sa supériorité se réaliseroit chaque année ou en jouissances, ou en accroissement de population, par l'achat des subsistances étrangères; & chez l'autre elle se convertiroit en partie en simple faculté d'acquiescer ces diverses richesses, c'est-à-dire en argent. Cette dernière deviendroit plus riche & plus puissante par son avarice seule, & non par aucune supériorité dans ses avantages naturels. Cette avarice a sans doute aussi ses plaisirs; car sans cela, il seroit vraiment singulier de voir un pays se réjouir de faire boire tous les ans pour trente millions de ses vins aux Etrangers, en échange d'une augmentation annuelle de trente millions d'argent monnoyé.

La somme comparative d'argent qui entre dans un pays, peut aussi varier par des circonstances momentanées. Si l'année dernière, la Hollande a accumulé vingt millions, & que dans celle-ci, il s'ouvre un emprunt en Angleterre, où elle en place trente, au lieu d'en garder vingt, elle en exportera dix, & cependant sa richesse ne sera pas diminuée; ce que je dis d'un emprunt, s'applique de même à plusieurs autres circonstances.

MONNOIES DE BANQUE.

Circonstance particulière qui ne permet pas de comparer les Richesses des deux Pays, par la somme d'argent qui y circule.

Si la somme d'argent qui existe en différens pays, étoit nécessairement la mesure comparative de leurs richesses, l'Angleterre paroîtroit un des plus pauvres Royaumes de l'univers; car on y voit très-peu d'argent circulant; on ne croira pas sans doute que sa pauvreté comparative en soit la cause, car tout annonce dans ce pays-là l'aisance, les richesses, & le moyen d'en acquérir; aussi, cette rareté d'argent ne tient qu'à une seule circonstance; c'est que les billets de la Banque d'Angleterre font office de Monnoie, & dispensent de garder l'or & l'argent, pour remplir cette fonction; car la somme de ces billets répandus dans le public, excède infiniment le montant des espèces qui sont à la Banque; aussi ne pourroit-elle jamais acquitter ces billets en argent, si l'on venoit en foule l'exiger; mais comme on fait que la Banque est créancière du Gouverne-

ment, & que les revenus de ce Gouvernement, ainsi que ses dépenses, sont déterminés par les Représentans de la Nation, il résulte de la connaissance publique de ces circonstances, une confiance aux billets de Banque, qui n'a été qu'ébranlée dans les temps de la plus grande crise.

Les billets de Banque étant devenus la monnaie la plus générale de l'Angleterre, ceux qui thésaurisent ailleurs de l'or & de l'argent, thésaurisent en Angleterre des billets de Banque, comme plus faciles à cacher & à transporter; en sorte qu'ils remplacent l'argent dans son double office. On voit donc que la petite somme de Monnoies d'or & d'argent qui circule en Angleterre, n'est point un effet de sa pauvreté, & j'ajoute que ses richesses ont augmenté par cette circonstance.

*Comment l'institution libre & volontaire d'une
Monnaie de Banque peut augmenter la
Richesse d'un Etat.*

Pour faire sentir en quoi consisteroit cet avantage, supposons que par une institution de billets de Banque auxquels la confiance publique s'attacheroit, tout l'argent destiné aux échanges & à la thésaurisation devint un argent inutile dans l'intérieur, il s'appliqueroit par conséquent à acquérir au dehors des créances à intérêt, ou à faire valoir une nouvelle Colonie, ou à ouvrir de nouvelles branches de commerce, ou à rembourser aux Etrangers la dette nationale; & d'une manière ou d'autre, l'Etat gagneroit en jouissances l'intérêt annuel de cet argent: & si, à mesure qu'il lui arriveroit de nouveaux métaux de Portugal & d'Espagne, la même opération

étoit suivie , il augmenteroit encore ses jouissances annuelles de l'intérêt de ces nouveaux trésors. Mais il ne faudroit pas que plusieurs Nations voulussent suivre cet exemple ; car , comme chaque Nation ne peut tirer parti de son argent qu'en l'appliquant à acquérir des biens chez l'Etranger , & que cette acquisition suppose nécessairement l'estime que les Etrangers font de cet argent , si chaque Nation vouloit suppléer par du papier à l'argent qui circule chez elle , aucune ne pourroit tirer un avantage particulier de cette opération ; elles nuicroient seulement en commun à l'Espagne & au Portugal , qui ne sauroient que faire des métaux du Brésil & du Mexique , si toutes les Nations pouvoient imiter l'exemple de l'Angleterre , & instituer chez elles des billets de Banque qui jouiroient de la confiance publique ; mais la nature des Gouvernemens de l'Europe rend le succès d'un pareil projet impossible.

Danger pour un grand Etat dans l'institution des Billets de Banque.

Un grand Etat , qui , par un papier dont le crédit est établi , a rendu libre & productif au dehors l'argent qui faisoit office de monnoie , profite de cette augmentation de revenus tant que le papier qu'il a introduit jouit d'une parfaite confiance ; mais lorsque par des erreurs d'administration , par des événemens qui ébranlent l'opinion , ou par une crainte bien ou mal fondée , la défiance se répand sur ce papier , le pays où il circule est fort embarrassé ; car la nécessité de rétablir les signes en métaux dans la circulation , l'oblige de sacrifier à leur acquisition ses produc-

tions & ses objets d'industrie , & jusqu'à ce qu'il y soit parvenu , il souffre dans ses jouissances & dans sa force.

Voilà pourquoi , lors même qu'on pourroit parvenir par une administration parfaite à établir pour un temps une confiance générale en des billets de Banque , il seroit dangereux de leur donner une certaine étendue dans un pays Monarchique ; parce que la confiance publique y dépendant toujours de l'opinion qu'on a du Prince & de son Ministre , il est dans la nature des hommes qu'elle ne soit pas durable , mais en Angleterre où l'ordre est l'effet des Lois & de l'harmonie du Gouvernement , la confiance dans les billets de Banque peut durer longtems. Si jamais elle cessoit par des événemens extraordinaires , & que la Nation ne réunit pas toute son intelligence & sa volonté pour y remédier , il y auroit en Angleterre une crise dont on ne peut pas calculer les effets.

*Institution des Billets de Banque ou de Monnoie ,
par la force.*

Jusqu'à présent , en parlant des billets de Banque ou de Monnoie , nous avons toujours supposé que la confiance en eux seroit libre & l'effet de l'opinion.

Les billets de Monnoie établis par la force , sont de toutes les opérations injustes la moins raisonnable.

J'entends par cette contrainte une création de billets de Monnoie , faite par un Souverain pour payer ses dettes , avec injonction à tous ses sujets de recevoir ces mêmes billets comme de l'argent , dans tous les échanges. Mais toutes les forcés

d'un Souverain n'en sauroient venir à bout ; car tout échange étant une action libre, celui qui est propriétaire d'un bien réel ne le cédera jamais contre un papier dont il se défie. La puissance du Prince se bornera donc à contraindre ses propres créanciers, & les créanciers de ses créanciers à recevoir les billets de Monnoie en paiement de leurs créances. Mais lorsqu'on rapportera ces billets à son trésor en paiement des impôts, il faudra nécessairement qu'il les décrie parce qu'avec une telle monnoie il ne pourroit acquérir même aucune denrée, ni aucun service libre.

Les Souverains sont appelés à se tromper comme les autres hommes : ainsi quand, par leurs fautes, par celles de leurs Ministres, ou par des circonstances malheureuses, les Finances d'un Etat ne sont plus en équilibre, il faut déployer la Loi de la nécessité avec cette noble franchise qui fait tout pardonner, & qui réunit les efforts de tous les citoyens pour le rétablissement de l'ordre. Mais chercher à voiler une injustice par de la tromperie, soutenir par la force un vil escamotage, entraîner avec son infidélité celle de tous les citoyens, & relâcher ainsi soi-même les principes de la morale en autorisant ses sujets à se tromper mutuellement, ébranler enfin toute espèce de confiance, joindre à des maux réels mille maux d'imagination, produire un bouleversement général, & par son seul souvenir une longue détresse, c'est annoncer aux Nations son ignorance & son manque de foi ; c'est le plus méprisable & le plus insensé de tous les moyens. Ce que je dis d'une institution forcée de billets de Banque, s'applique de même à la valeur ex

gérée & discordante avec leur valeur réelle, que les Souverains donnent quelquefois aux monnoies. Car appeler six francs un écu de trois livres, & payer ainsi ses créanciers, ou leur donner un écu de trois livres, & un papier qu'on appelle trois livres, c'est précisément la même chose; & cette opération rentre en tout point dans les inconvéniens que nous venons de développer. La seule différence entre cette hausse donnée à la valeur numéraire des monnoies, & l'institution des billets de Banque, c'est qu'on refuse tout échange avec ces derniers, au lieu qu'avec la monnoie haussée numérairement, on échange toujours; mais on hausse dans la même proportion le prix de ses denrées ou de ses services.

Bénéfice raisonnable sur les Monnoies.

Il est naturel que le Souverain trouve dans la valeur qu'il donne à ses monnoies, non seulement les frais de la fabrication, mais encore un bénéfice d'un ou deux pour cent, qui empêche que ces monnoies ne sortent & ne rentrent par de simples variations dans les changes & les prix des métaux. L'Angleterre ne fait aucun bénéfice sur les monnoies d'or; mais en même temps elle en défend la sortie; ce qui excite la fraude toutes les fois que le prix des changes ou des métaux varie. La méthode de la France à cet égard me paroît plus raisonnable.

INTÉRÊT DE L'ARGENT. (*)

L'intérêt de l'argent tire son origine de la

H jv

(*) Ce que je dis de l'intérêt est sous un point de vue politique.

nature: la terre a besoin de la semence, & la semence a besoin de la terre. Celui qui fournit la semence au Propriétaire de la terre, a un droit sur sa récolte. Ce que je dis de la semence, s'applique à mille objets semblables. Le droit de part à toute reproduction, lorsqu'on a concouru à cette reproduction, s'appelle un intérêt; & rien au monde n'est plus juste: & l'on dit communément *l'intérêt de l'argent*, parce que l'argent est l'image de toutes les richesses.

Motifs du haut ou bas intérêt national.

L'intérêt étant la part du prêteur à la reproduction provoquée par son argent, cet intérêt doit être à haut prix, lorsque cette reproduction est avantageuse, ou lorsque l'argent qui pouvoit concourir à cette reproduction est rare.

L'intérêt dans un pays est donc haut ou bas, en raison de la rareté & de l'abondance de l'argent, (ou des billets qui font fonction d'argent) plus en raison du nombre & de l'utilité des emplois que cet argent peut trouver.

Le prix de l'intérêt n'est donc pas une marque positive de la prospérité ou de la pauvreté d'un Etat.

L'intérêt peut être bas, par l'abondance de l'argent dans un pays; signe de prospérité.

L'intérêt peut être haut, par l'acquisition de nouvelles Colonies, par l'établissement de nouvelles Manufactures, enfin, par une multiplicité d'emplois & de nouveaux commerces; autre signe de prospérité.

politique, & n'a point de rapport avec les respectables maximes de la Religion sur ce point.

La Hollande réunit les deux causes d'un bas intérêt; savoir, l'abondance de l'argent, par le concours d'un grand nombre de Capitalistes & de Négocians, & la stérilité des emplois par la nature de son sol & son peu d'étendue, ce qui la borne à un commerce d'économie & d'entrepôt.

La France a pareillement la cause d'un bas intérêt, dans la prodigieuse abondance d'argent qu'elle renferme; mais elle jouit aussi des causes d'un haut intérêt, par la fécondité de son sol, par ses diverses Manufactures, par son commerce dans tout l'univers, & par ses Colonies.

Cependant, sans la dette publique, & les divers emplois que la Finance offre sans cesse, l'intérêt de l'argent seroit bientôt aussi bas en France que par-tout ailleurs. Il y a lieu de croire qu'il y a maintenant dans ce Royaume près de deux milliards d'argent monnoyé, & l'accroissement annuel dans ces circonstances est d'environ trente millions.

La sagesse des Lois qui assure au prêteur le recouvrement de sa créance, concourt au bas prix de l'intérêt; car cet intérêt s'établit aussi en raison des dangers qu'on apperçoit dans la confiance.

Liberté de l'Intérêt.

Le prix de l'intérêt doit être libre, comme celui d'une marchandise, puisqu'il est le point de réunion entre les convenances de deux parties, le prêteur & l'emprunteur.

Intérêt usuraire.

Ce que j'ai dit ci-dessus ne s'applique point à ce qu'on appelle communément un intérêt

usuraires. Ce n'est pas l'économie politique qui s'y oppose ; mais les mœurs font bien de l'avilir , & les Lois de le défendre , comme on interdit dans la Société tout abus de la force envers la foiblesse , ou la démence.

CRÉDIT PUBLIC.

Le crédit est le moyen d'emprunter ; il est , comme toutes les forces , un bien ou un mal , selon l'intelligence qui les emploie.

Emprunt public : Dettes nationales.

Un besoin de cent millions survient dans une Société. Il y a deux manières d'y pourvoir , ou d'ordonner une contribution pour cette somme , ou de l'emprunter , en n'établissant un impôt que pour l'intérêt annuel de cent millions.

Quand la confiance permet la réussite de cette dernière manière , elle est la plus facile & la plus commode pour toute la Société ; car elle satisfait aux desirs de ceux qui auroient besoin d'emprunter pour payer leur part aux cent millions nécessaires , sans contrarier ceux qui aimeroient mieux payer cette même part en capital , puisqu'ils peuvent le placer dans l'emprunt , & retirer un intérêt annuel équivalent à l'impôt annuel établi.

L'emprunt public ne fait que remplacer les emprunts entre particuliers , emprunts qui seroient la suite nécessaire d'une levée trop forte & disproportionnée aux moyens présens d'un grand nombre d'entr'eux.

Mais il y a cette différence entre ces deux fortes d'emprunts ; c'est que ceux qui se font entre particuliers , n'intéressent le créancier qu'à

la fortune d'un individu , au lieu que le prêt au Souverain attache à la prospérité publique.

Le crédit fait le succès d'un emprunt ; l'emprunt rend la levée des impôts plus facile ; & les impôts pourvoient aux demandes du Souverain.

Si ces demandes ont pour but de défendre le pays contre la conquête , ou d'accomplir tout autre dessein avantageux à la Société , le crédit , l'emprunt & l'impôt sont autant de forces précieuses , mais elles deviennent nuisibles , quand elles rendent plus faciles des opérations qui sont contraires au bien de l'Etat.

Est-il toujours indifférent d'emprunter ou d'imposer ?

Imposer un capital , ou l'emprunter , en n'imposant que son intérêt , revient à-peu-près au même en soi , ainsi que nous venons de le présenter ; mais il est des circonstances morales qui doivent déterminer la préférence. Quand le besoin est considérable & pressé , & qu'il y a du crédit , il faut employer l'emprunt , parce que la levée d'un gros impôt seroit difficile , & occasionneroit des convulsions. Mais pour des besoins modérés , il faut toujours préférer l'impôt , tant pour simplifier les opérations , & suivre plus facilement l'équilibre des finances , que pour ménager le crédit public & le prix de l'intérêt par la rareté des emprunts.

J'observerai seulement encore en faveur des emprunts , comparés à l'impôt pour le capital entier , que l'augmentation annuelle en Europe des métaux précieux , adoucit le poids des tributs en argent , qu'on paye au Souverain , & diminue la valeur des intérêts qu'il repartit aux

rentiers : car un million vaut beaucoup moins aujourd'hui qu'il y a vingt ans , puisque pour ce même million on auroit eu dans ce temps-là beaucoup plus de productions de la terre , ou d'ouvrages des hommes , qu'on en obtiendrait aujourd'hui pour la même somme.

On objecte avec force contre les emprunts publics , qu'ils font la source des rentiers , & par conséquent des hommes oisifs. Il me semble qu'on exagère cet inconvénient.

C'est une propriété quelconque qui entraîne l'oisiveté , en dispensant de travailler : mais les emprunts publics n'augmentent pas la somme des propriétés ; ils ne font que les déplacer. S'il n'y avoit pas de Propriétaires de richesses mobilières , inutilement ouvreroit-on un emprunt ; & s'il y en avoit , ils trouveroient d'une manière ou d'autre le moyen d'échanger ces richesses contre une part annuelle aux productions du travail d'autrui , en restant eux-mêmes dans l'oisiveté. On ne sauroit cependant se dissimuler que la facilité d'obtenir de gros intérêts par les emprunts publics , n'encourage jusqu'à un certain point cette oisiveté , en présentant au Propriétaire d'argent , un revenu plus considérable , que celui qu'il pourroit retirer de la même somme , appliquée à des objets d'Agriculture , de Commerce & d'Industrie.

On est quelquefois induit en erreur par la somme immense d'intérêt que paye un Etat. On voit cent millions de rentes distribuées dans la Société , & l'on croit qu'il en résulte des hommes oisifs en même proportion ; mais l'on ne prend pas garde qu'en même temps il y a cent millions d'impôts établis pour pourvoir à ces

intérêts , & que souvent la plus grande partie de ces impôts sont payés par ceux mêmes qui ont des rentes.

Respect dû à la Dette publique.

Il n'est point de propriété plus respectable que celle des fonds publics. Les créances entre particuliers , les propriétés de toute espèce acquises à prix d'argent que la Loi protège avec tant de soin , n'ont pas plus de mérite aux yeux de l'équité , qu'un prêt fait à la Société dans la personne du Souverain. Ainsi toute infraction volontaire à la dette publique , est un déplacement de propriétés aussi injuste qu'inutile.

Il n'est qu'une dette plus respectable encore , ce sont les pensions accordées à ces citoyens qui ont exposé leur vie & bravé les dangers pour la défense de leur pays ; & qui n'ont souvent que quatre à cinq cent livres de rente pour consolation de leurs infirmités , & pour prix de la plus noble des vertus sociales , celle du courage.

Effet de l'exagération de la Dette publique.

On auroit tort de représenter aux Princes qui veulent être fidèles à leurs engagemens , qu'on peut emprunter sans inconvénient tant qu'on a du crédit , parce qu'on peut toujours balancer l'augmentation des intérêts par l'augmentation des tributs , qu'on ne peut pas à la vérité pousser trop loin l'impôt sur les productions , mais qu'on ne risque rien à élever les impôts sur les consommations , & que c'est une manière de recevoir des rentiers d'une main ce qu'on leur paye de l'autre. Une telle assertion n'est vraie

que jusques à un certain point ; car du moment que ces impôts sur les consommations renchériorient trop le prix de toutes les jouissances, ce même rentier, qui est intéressé plus que personne à la prospérité des finances, mais qui ne s'occupe pas du rapport qui existe entre les consommations & la sûreté de sa rente, iroit la dépenser ailleurs. Les autres Propriétaires des richesses mobilières en feroient autant. Ils seroient suivis par tous les hommes industrieux qui accroissent ces richesses ; & la fortune publique & celle des particuliers dépéreroient également.

La dette publique & les impôts sont immenses en Angleterre, si on les compare à la reproduction : aussi tout y est fort cher ; mais les charmes de la liberté servent jusqu'à-présent de dédommagement. Cependant comme l'Amérique Angloise offre la même liberté, si des circonstances extraordinaires occasionnoient en Angleterre de nouveaux besoins publics considérables, elle ne pourroit peut-être y pourvoir par de nouveaux impôts, sans occasionner une émigration, & sans contrarier ses établissemens d'industrie ; alors les créanciers publics seroient allarmés.

En général on ne doit pas perdre de vue, en réfléchissant sur ces objets, que les intérêts des fonds publics ne sont appuyés que sur les impôts, & que les impôts ne sont assurés que par la culture des terres, & par l'industrie générale qui vivifie & accroît les richesses. Ainsi il est toujours important, & pour les créanciers & pour les Princes fidèles, que la dette soit en équilibre avec la puissance, & que les impôts ne soient jamais élevés à un période, qui par la

cherté des denrées , pourroit éloigner les possesseurs des richesses mobilières , & les hommes industrieux , & décourager la culture des terres en réduisant à rien le profit de leurs Propriétaires ; car le garant commun de toutes les richesses , c'est le travail.

Prêts faits par les Etrangers.

Cette question est bien simple.

Quand un Etat emprunte des autres à l'intérêt ordinaire , il n'y a aucun inconvénient , puisque l'utilité que l'Etat tire de cet argent est vraisemblablement proportionnée à cette rétribution , & il obtient de plus l'avantage politique d'attacher les Etrangers à sa prospérité ; mais quand il emprunte d'eux à un intérêt usuraire , il fait une grande faute. Cependant comme ces intérêts usuraires n'ont lieu que par des événemens fâcheux , & pour éviter quelquefois de plus grands maux , c'est au Souverain à juger quel sacrifice il peut faire à cette circonstance.

S U B S I D E S.

Les subsides sont une somme d'argent qu'un Etat paye à d'autres pour s'assurer de leur alliance. C'est un sacrifice fait à la force , & si ce sacrifice , en procurant à l'Etat des secours étrangers , lui permet d'entretenir chez lui moins de soldats , la Société peut retrouver par leur travail ce qu'elle emploie en subsides. Car ces subsides ne sont ordinairement payés que par les Nations industrieuses , aux Nations pauvres qui ne vendent pas chèrement leurs services : mais s'il falloit payer de tels subsides en subsistances ; ce seroit une folie , puisqu'il vau-

droit mieux les appliquer à augmenter sa propre population.

Thésaurisation des Souverains.

La thésaurisation des Souverains comme celle des Particuliers, s'oppose à la reproduction ; mais le Prince despote d'un pays contrarié par la nature , & qui ne peut compter ni sur les charmes de la liberté , ni sur un heureux climat , pour arrêter dans son pays les richesses mobilières , agit quelquefois avec politique en thésaurisant , surtout si par goût pour la guerre & par esprit de conquête , il desiroit bien plus d'avoir des Sujets Soldats , que de les tenir dans l'aisance.

Mais dans un pays destiné par la nature à des jouissances , & qui peut augmenter sa force par ses richesses , le Souverain doit favoriser le mouvement qui les reproduit , certain qu'une liberté sage , un bon climat & la variété des objets agréables , retiendront toujours sans effort les Propriétaires de ces richesses.

C O L O N I E S.

Il peut y avoir deux sortes de Colonies : les unes qui ne feroient que l'effet d'une population excessive ; & l'amour de l'humanité suffiroit alors pour les favoriser : les autres , auxquelles on n'attacheroit un prix que par l'amour des jouissances & du pouvoir ; telles sont les Colonies qui produisent du sucre , du café , des indigos & des épiceries. Dès que ces productions font partie des desirs de l'homme , & qu'on cherche à se les procurer , il est sans doute beaucoup plus avantageux de le faire par la propriété , le défrichement & la culture d'une Colonie , que par
des

des achats faits chez l'Etranger. Car par cette dernière méthode, nous nourririons leurs Colons, leurs Navigateurs & leurs Marchands, & par l'autre, nous nourririons les nôtres. Ainsi, tout ce que nous avons dit sur les Manufactures, s'applique à de telles Colonies. C'est le moyen le plus économe de nous procurer les biens qu'elles produisent; & ces biens deviennent encore un objet d'échange contre les marchandises des autres Nations, ou contre leurs subsistances, ou contre leur argent, qui représente la faculté générale d'acquérir.

Faut-il que les Colonies soient soumises à des Lois particulières de prohibition ?

Si une Colonie étoit aussi facile à défendre qu'une Province frontière, il n'y auroit aucune raison pour la traiter différemment; car la séparation par la Mer, ne romproit pas plus l'identité qu'une séparation par une rivière, s'il n'en résulteroit pas une beaucoup plus grande difficulté de conserver. C'est à cette circonstance, & non à aucun principe économique, qu'il faut rapporter les Lois prohibitives qui sont particulières aux Colonies.

C'est par cette considération, qu'en même temps qu'il est sage de les gouverner avec beaucoup de douceur, il faut les maintenir dans le besoin de la Métropole. On doit les pourvoir de tout ce qui leur est nécessaire, mais leur défendre tout commerce direct avec les Etrangers: il convient de ne pas lever des contributions dans les Colonies, mais d'établir l'impôt en Europe sur leurs productions; ce qui revient au même, pourvu qu'on ait soin en même temps d'entretenir

dans ces Colonies un attrait continuel vers la Métropole , afin que cette dernière soit toujours le dépôt des richesses mobilières amassées par les Colons ; & il faut desirer que ces Colons , par les établissemens qu'on offre à leurs enfans dans la Métropole , ou par d'autres liens agréables & volontaires , se regardent toujours comme membres du même Etat ; en sorte qu'avec deux terres différentes , il y ait , s'il se peut , un même esprit.

Au reste , par une suite du principe que nous avons établi , tous ces ménagemens & toutes ces Lois prohibitives , seroient bien moins importantes pour la Nation qui se croiroit certaine d'être maîtresse de la Mer.

NAVIGATION ET PÊCHE.

Ce sont des moyens d'appliquer les fruits de la terre à nourrir des hommes utiles ; mais la pêche est de plus une espèce d'Agriculture , puisqu'elle multiplie les subsistances , & , en formant des matelots , elle est encore une source de puissance ; c'est donc une des occupations qu'il importe le plus de favoriser.

COMMERCE DES INDBS.

Le Commerce des Indes consistant en mousselines ou autres toiles de coton qu'on y fabrique , la faveur qu'on a donné à ce commerce sembleroit contrarier les principes que nous avons établis sur l'importance de multiplier & de protéger tous les travaux intérieurs : il est donc important , pour éclairer sur cette contradiction , d'examiner la question suivante.

Faut-il être jaloux de toute espèce d'industrie étrangère ?

Quand une Nation possède beaucoup d'objets d'échange, elle ne doit pas employer son terrain & ses hommes à des objets pour lesquels elle n'a pas des avantages naturels.

Si, pour planter du tabac, il falloit sacrifier un terrain propre à des vignes, avec le produit duquel on pourroit obtenir celui d'un plus grand nombre d'arpens étrangers produisant du tabac, certainement on feroit une mauvaise combinaison; de même, s'il y avoit un pays comme les Indes, où par la nature du sol, du climat & des usages, les hommes fabriquaient une certaine Manufacture à infiniment meilleur marché que les Européens, il pourroit convenir à une Nation industrielle, comme la France, d'employer ses hommes à d'autres travaux, d'échanger le produit de ces travaux contre de l'argent, & de porter ensuite cet argent aux Indes.

Par exemple, si par le travail de dix mille François, les uns faisant des toiles, des chapeaux, &c. les autres les portant à Cadix pour avoir des piastras qu'ils transportent au-delà du Cap de Bonne-Espérance, on pouvoit obtenir aux Indes une quantité de mouffelines qu'on n'auroit pu fabriquer en France qu'avec quinze mille hommes, on doit préférer d'acheter ces mouffelines aux Indes, puisqu'il reste en bénéfice le travail de cinq mille hommes.

Ce fut par de telles considérations que le Commerce des Indes fut trouvé raisonnable

& politique par COLBERT, quoiqu'il fût jaloux de multiplier en France toute espèce de Manufactures ; mais , depuis cette époque , toutes ces proportions ont changé. Les toiles des Indes ont coûté beaucoup plus à la France , tant par la hausse du prix de la main-d'œuvre , que par les vexations exercées par les Souverains du pays & par les grandes dépenses de guerre & de souveraineté que ces établissemens ont occasionnées ; dès-lors l'économie politique ne peut plus conseiller ce Commerce ; il seroit préférable de favoriser en France l'établissement de ces Manufactures & de quelques autres semblables , en prohibant celles des Etrangers ; mais si d'autres considérations importantes excitoient la France à conserver des établissemens dans un pays où d'autres Nations en possèdent de très-considérables , alors le Commerce cesseroit d'être le motif principal ; mais il deviendrait l'adoucissement d'un malheur politique , & c'est peut-être la manière d'envisager aujourd'hui cet objet.

COMMERCE DE CHINE.

Le Commerce de Chine est tout différent de celui des Indes. On y va chercher des thés qui ne croissent que dans ce pays-là , & comme le goût pour cette boisson est général en Europe , & que toutes les Nations sont obligées d'acheter les thés en argent , cette mise commune entretient les mêmes proportions dans la propriété des métaux , & convient également à toutes , mais sur-tout aux Espagnols , qui doivent désirer fortement que l'argent qu'ils envoient sans cesse en Europe , s'écoule à la Chi-

ne & dans les Indes, afin qu'il ne perde pas trop de son prix.

*Compagnie exclusive pour le Commerce des Indes
& de la Chine.*

Voyez l'Eloge de COLBERT, pag. 48.

L U X E.

(Voyez l'Eloge de COLBERT, pag. 51). On y a fait entendre à l'article du luxe, que quelque faste qui regnât dans la Société, le sort des salariés resteroit toujours le même, parce que les Propriétaires des plus grandes richesses ne donneront jamais pour une journée d'hommes que le moins qu'ils pourront, & qu'il feront toujours la Loi. Je dois répondre à une objection qu'on peut me faire ici, en présentant l'exemple de l'Angleterre, où les salariés jouissent d'un meilleur sort que dans tous les autres pays, ce qui peut faire penser que les rapports établis dans l'ordre social ne s'y opposent pas, ainsi que je l'ai présumé.

Cette différence dans le sort des salariés Anglois est réelle; mais elle ne contredit point les principes qu'on a établis à ce sujet, parce qu'elle tient à une circonstance particulière à l'Angleterre; c'est que le peuple y est propriétaire d'une valeur qu'il dispense aux riches, & avec laquelle il les force à de la modération dans leurs droits. Cette valeur est la faculté de les élire, ou de ne pas les élire pour membres du Parlement. De cette heureuse prérogative découle l'amélioration qu'ils éprouvent dans leur sort physique; mais les Anglois sont les seuls peuples de l'Europe qui jouissent d'un tel bonheur.

L'étendue du Commerce & des Colonies de l'Angleterre y rend aussi la concurrence des salaires moins grande, à cause des nombreuses occupations qui leur sont ouvertes de toutes parts.

Quel genre de Luxe faut-il exciter par préférence ?

Il est des objets de luxe réprouvés par la morale; chacun les connoît; mais il en est aussi que l'économie politique doit distinguer.

Le luxe le plus contraire aux principes de l'économie politique est celui qui contrarie la population. Tel est celui des parcs, des chemins fastueux & des chevaux, parce qu'il emploie au faste ou à l'amusement une grande portion de terres, capables de multiplier les subsistances.

Entre les autres luxes, le Souverain doit préférer celui qui s'appliquant aux richesses durables, augmente la force par l'échange qu'on peut en faire contre les subsistances ou les services des Etrangers. Un tel luxe est plus social que celui des jouissances fugitives ou périssables. Ainsi, le luxe des tableaux vaut mieux que celui de la musique, celui de la vaisselle, que celui des feux d'artifice, &c. Mais la loi du bonheur, la première de toutes exige qu'on laisse à cet égard la plus grande liberté. Il ne faut pas acheter la force nationale par un trop grand sacrifice de la part des particuliers; car on ne doit jamais perdre de vue que cette force elle-même n'est un bien, qu'autant qu'elle est un garant du bonheur.

TABLE DES NOTES.

SOCIÉTÉS. Pag. 75

R Apports & contrariétés entre le bonheur des
Particuliers & la force publique. 76

Comment la Population annonce la réunion du
bonheur & de la force. 77

S'il est vrai que les Propriétaires de terre cons-
tituent seuls la Société. idem.

Comment les Propriétaires de terre ont intérêt à la
Population. 78

Comment les Richesses réunissent le bonheur & la
force. 79

Différences entre les Richesses & la Population.
idem.

Sources de la Population & de la Richesse. 80

AGRICULTURE. idem.

MÉTIERS, ARTS ET MANUFACTURES. idem.

COMMERCE. 81

Influence de la science du Commerce extérieur sur
la Population & les Richesses. 82

<i>Richesses comparatives entre les Nations.</i>	83
<i>Influence de l'inégalité des Richesses sur la force, par le moyen des échanges.</i>	idem.
<i>Influence du Souverain sur la Population & les Richesses.</i>	84

LOIS PROHIBITIVES. 85

<i>Lois prohibitives inapplicables à certains objets.</i>	87
<i>Lois prohibitives chez une Nation riche.</i>	idem.
<i>Lois prohibitives chez une Nation pauvre.</i>	88
<i>Objection générale contre les Lois prohibitives.</i>	89
<i>Objection plus particulière contre les Lois prohi- bitives.</i>	90
<i>Effet de l'abolition des Lois prohibitives.</i>	91
<i>Lois qui défendent la sortie de certains objets.</i>	92

EXPORTATION DES BLEDS. 93

<i>Exportation des Bleds chez les Nations naissantes.</i>	94
<i>Exportation des Bleds chez les Nations pauvres.</i>	idem.
<i>Exportation des Bleds chez les Nations riches.</i>	95
<i>S'il est possible d'établir par une Loi permanente les conditions de la libre exportation des Grains.</i>	98

IMPÔTS. 100

<i>Deux sortes d'Impôts.</i>	101
------------------------------	-----

<i>Impôts sur les productions.</i>	idem.
<i>Impôts sur les consommations.</i>	102
<i>Inconvéniens des Impôts sur les consommations.</i>	104
<i>Circonstances en faveur des Impôts sur les Con-</i> <i>sommations.</i>	105

L' A R G E N T. 108

<i>Monnoies.</i>	idem.
<i>Sources de l'or & de l'argent.</i>	idem.
<i>Double fonction des Monnoies.</i>	109
<i>Monnoies considérées comme signes.</i>	idem.
<i>Monnoies considérées comme Richesses mobilières.</i>	110

<i>Quelle Nation doit avoir le plus d'Argent.</i>	111
<i>Doit-on considérer l'Argent qui entre dans un</i> <i>Pays comme un profit de Commerce.</i>	112
<i>Comment cependant l'entrée de l'Argent est un si-</i> <i>gne probable de prospérité?</i>	idem.
<i>Pourquoi l'Argent n'est qu'une mesure probable de</i> <i>la différence des prospérités des Etats?</i>	113

MONNOIES DE BANQUE. 114

<i>Circonstance particulière qui ne permet pas de</i> <i>comparer les richesses des deux Pays par la</i> <i>somme d'Argent qui y circule.</i>	idem.
<i>Comment l'institution libre & volontaire d'une</i> <i>Monnoie de Banque peut augmenter la ri-</i> <i>chesse d'un Etat.</i>	115

*Danger pour un grand Etat dans l'institution des
Billets de Banque.* 116

*Institution des Billets de Banque ou de Monnoie
par la force.* 117

Bénéfice raisonnable sur les Monnoies. 119

INTÉRÊT DE L'ARGENT. *idem.*

Motifs du haut ou bas Intérêt national. 120

Liberté de l'Intérêt. 121

Intérêt usuraire. *idem.*

CREDIT PUBLIC. 122

Emprunt public : Dettes nationales. *idem.*

*Est-il toujours indifférent d'emprunter ou d'impo-
ser ?* 123

Respect dû à la dette publique. 125

Effet de l'exagération de la dette publique. *idem.*

Prêts faits par les Etrangers. 127

SUBSIDES. *idem.*

Thésaurisation des Souverains. 128

COLONIES. *idem.*

*Faut-il que les Colonies soient soumises à des Lois
particulières de prohibition.* 129

NAVIGATION ET PÊCHE. 130

COMMERCE DES INDES. 130

Faut-il être jaloux de toute espèce d'industrie étrangère. 131

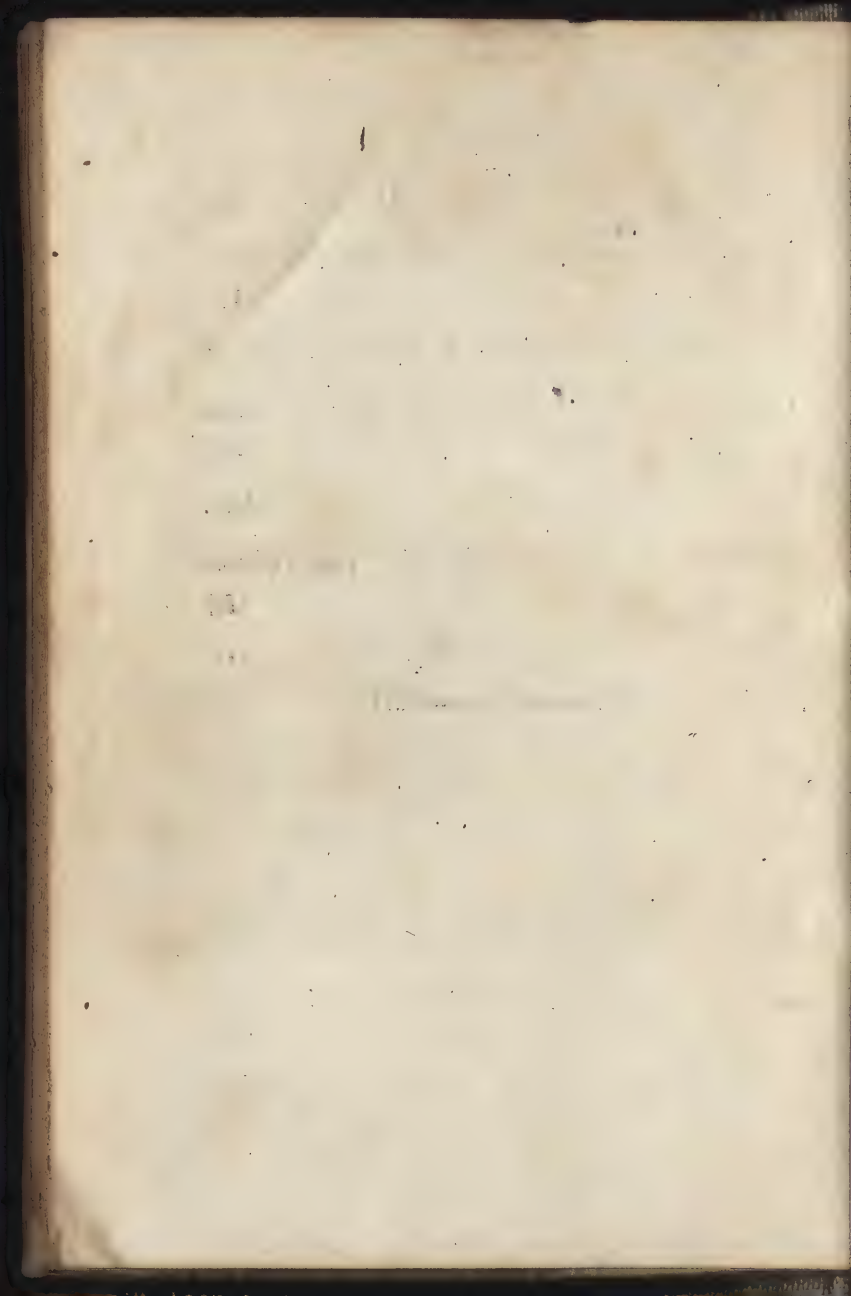
COMMERCE DE CHINE. 132

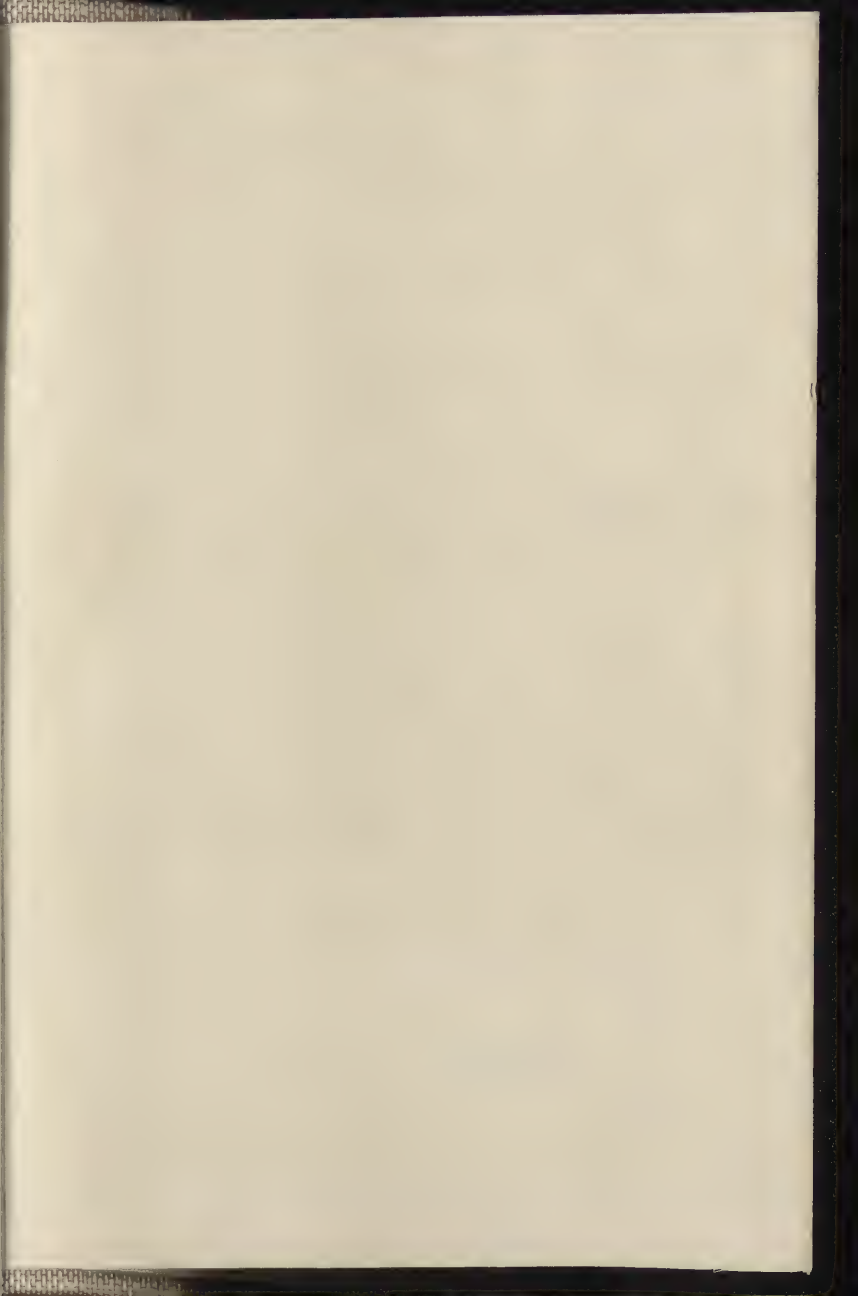
Compagnie exclusive pour le Commerce des Indes & de la Chine. 133

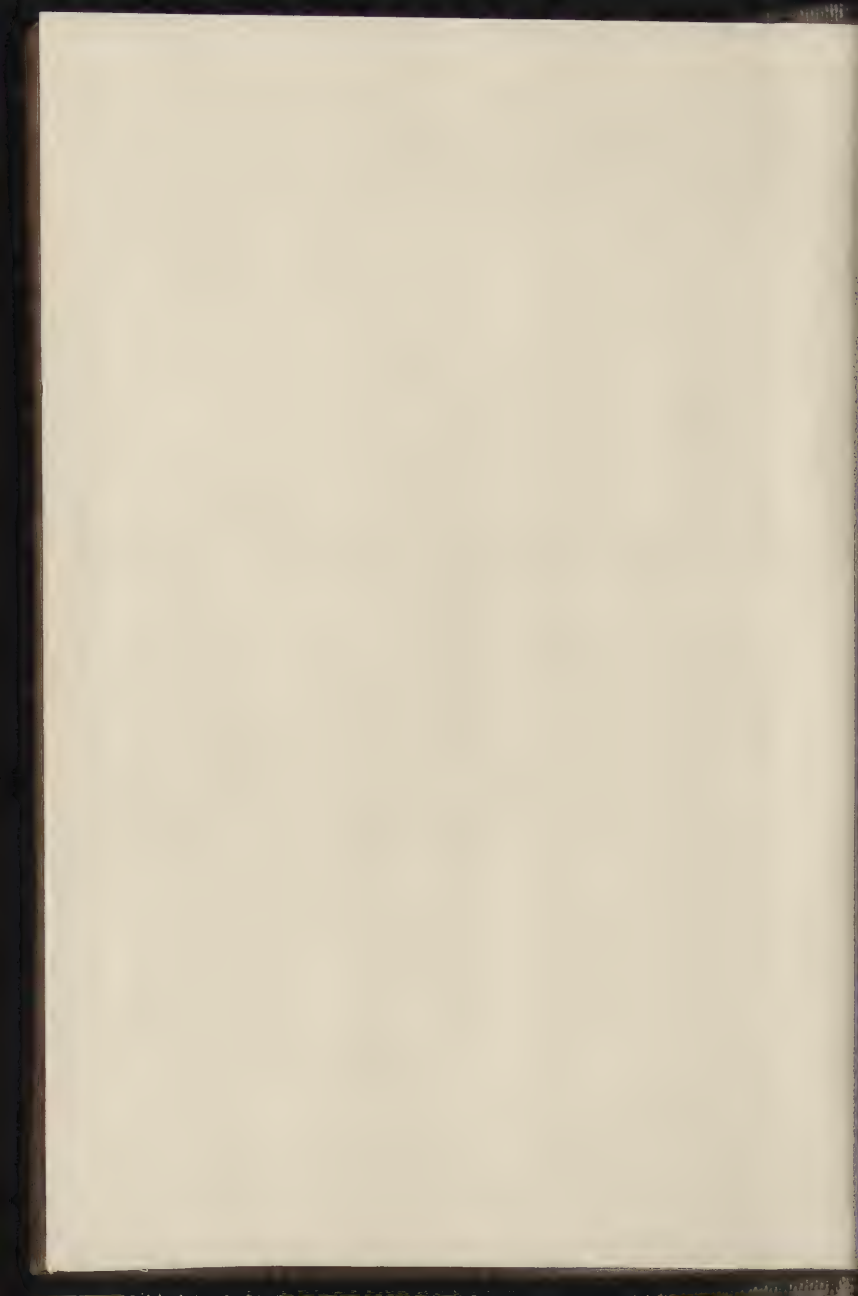
LUXE. idem.

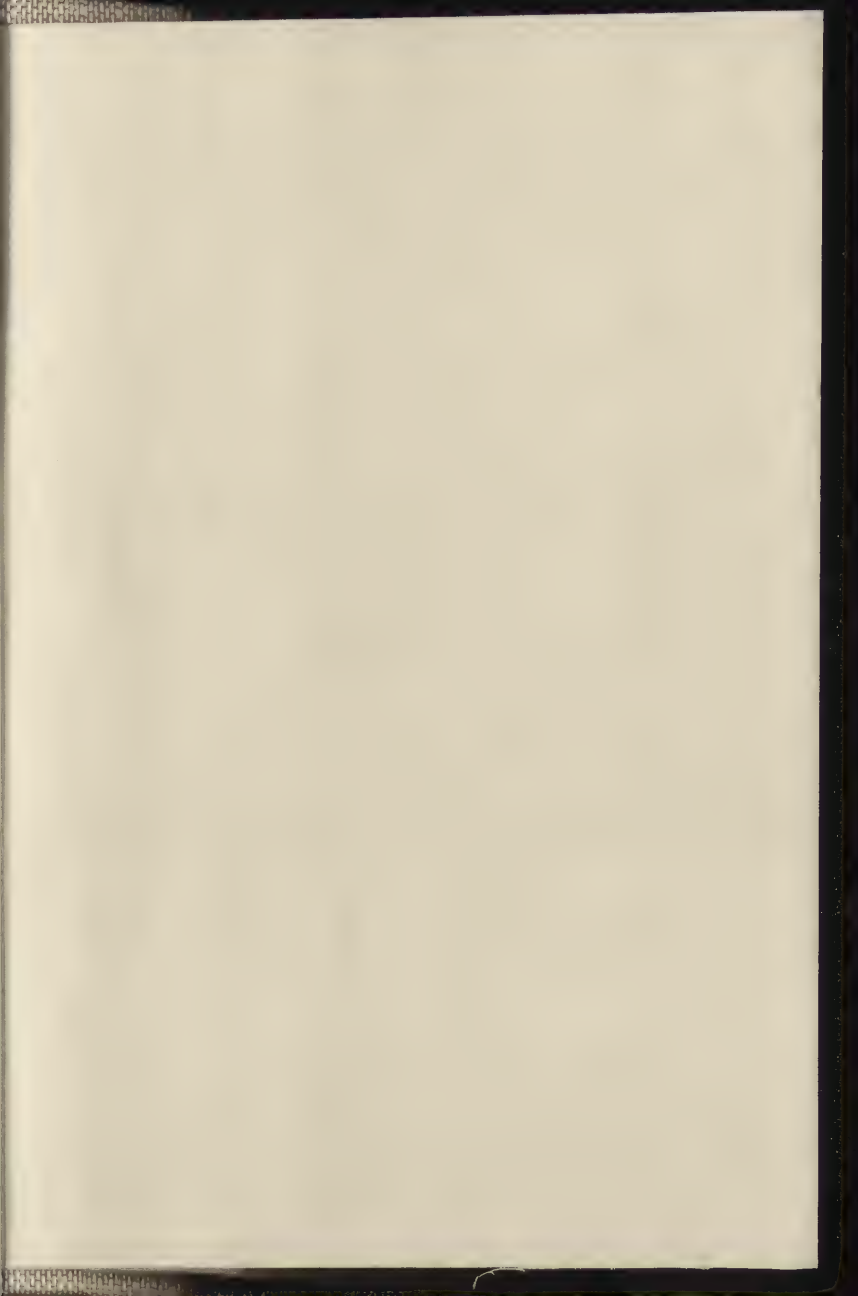
Quel genre de Luxe faut-il exciter par préférence. 134

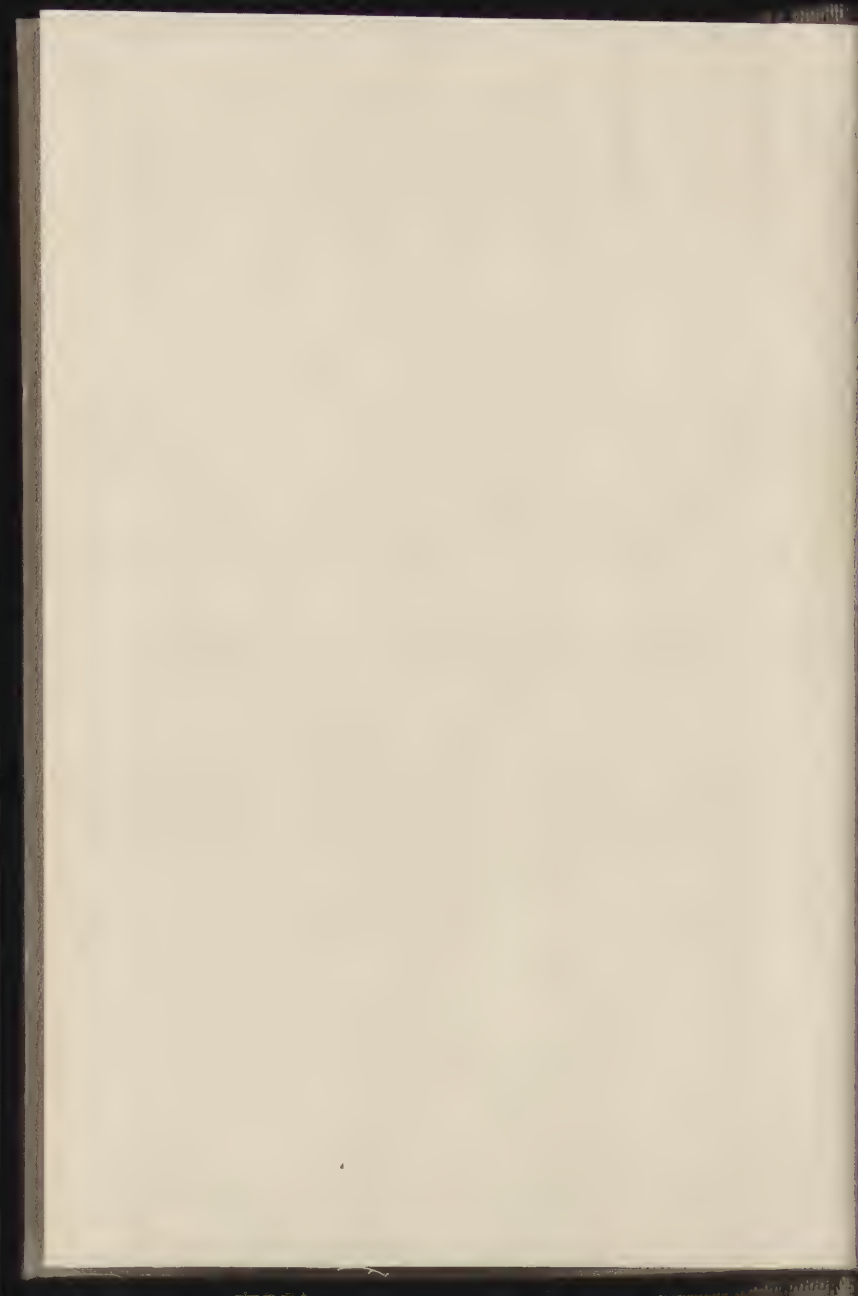


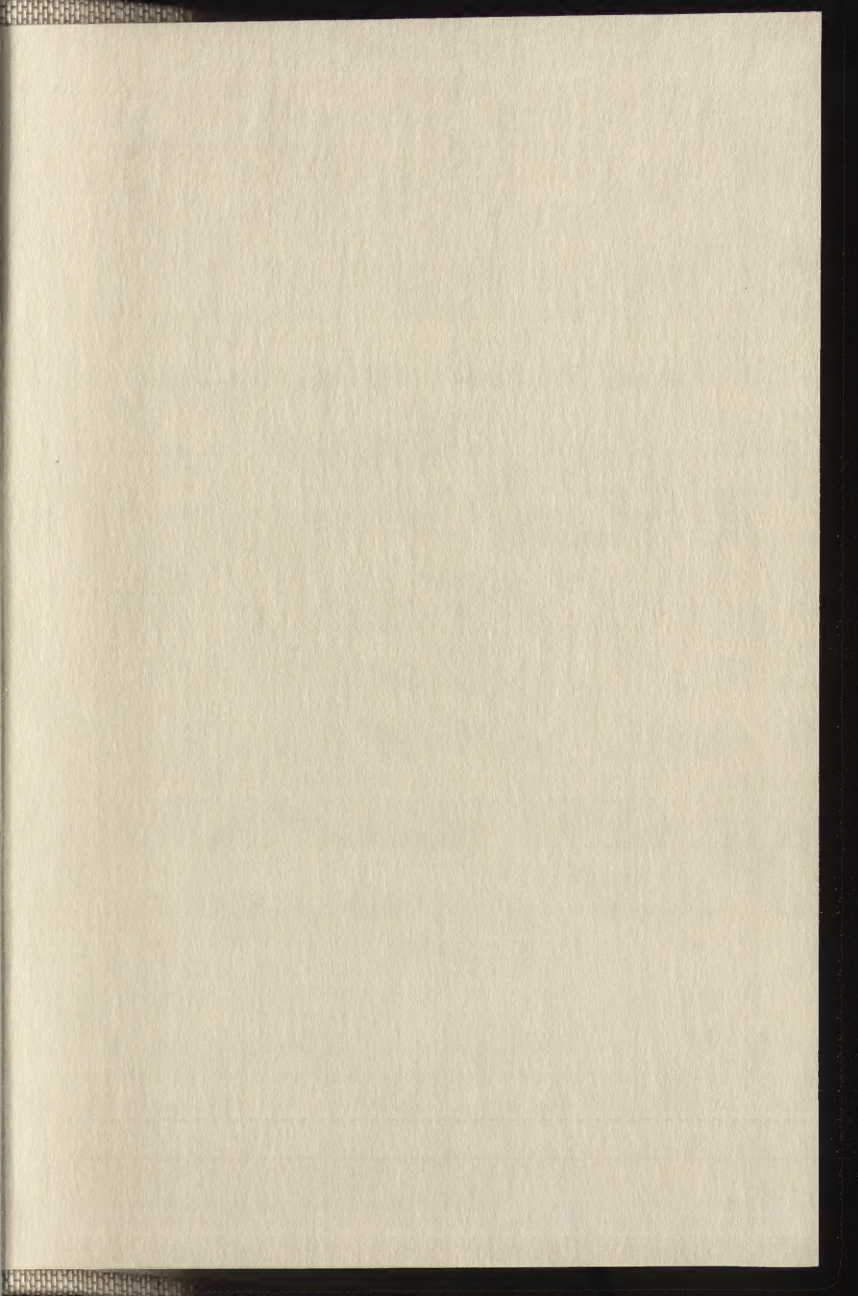












SPECIAL

87-B

26486

GETTY CENTER LIBRARY

